Médias laïcité et religions

"Le traitement du religieux par les médias peut-il faire vivre la laïcité ?"

Colloque organisé par les auditeurs de la 11^{ème} session

« *Religions, laïcité et enjeux contemporains* »

Assemblée Nationale – Salle Colbert -

Le 06.06.25

Synthèse et actes du colloque

Institut des hautes études du monde religieux
117, rue de Charenton
75 012 Paris

11^{ème} session – 2024-2025

Comité de travail :

Franck MARTIN, directeur AFOLS,
franck.martin@afpols.fr
06 32 67 75 54

Donatien LE VAILLANT, Chef de la Miviludes
donatien.le-vaillant@interieur.gouv.fr
06 72 11 24 86

Karl OLIVE, député des Yvelines,
karl.olive@assemblee-national.fr
06 10 84 30 69

Pascal ROOS, chef du département recherche, ministère de l'Europe et des affaires étrangères,
pascal.roos@diplomatie.gouv.fr
06 66 27 63 42

Shérif TOUBAL, Directeur du D.U. Laïcité et Médiation université de Nîmes,
sherif.toubal@hotmail.fr
06 64 03 25 65

Remerciements

Nous tenons à remercier la **Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques** en la personne de Madame Parvine LACOMBE, cheffe du Bureau Central des Cultes, Madame Frédérique BOLZAN, cheffe du bureau de la laïcité et Mme Alice BERNARD son adjointe ainsi que l'IHEMR pour la proposition de cette thématique fondamentale.

Nous remercions profondément chacun de nos intervenants pour avoir accepté notre invitation et pour avoir assurés des prises de parole de qualité et des échanges passionnants :

- David DOUYERE, professeur en sciences de l'information et de la communication, Tours
- Ghaleb BENCHEIKH, président de la Fondation de l'Islam de France
- Loup BESMOND, rédacteur en chef adjoint, La Croix
- Jean-Pierre CONSTANTIN, médiateur, France Media Monde
- Elie KORCHIA, président du Consistoire de France
- Anne LANCIEN, chercheuse au CERI, Sciences Po.
- Virginie LAROUSSE, rédactrice en chef, Le Monde des Religions
- Père Laurent STALA- BOURDILLON Représentant de la Conférence des Évêques de France

Enfin merci à Jean-Marie BURGUBURU, Président de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme et administrateur de l'IHEMR, Xavier GUEZOU délégué général de l'Institut , Lise DUCLOIX, service civique à l'IHEMR .

Table des Matières

1. Introduction.....	5
2. Synthèse	6
2.1 Contexte et objectifs	6
2.2 Problématisation par les universitaires.....	6
2.3 Table ronde :	7
2.3.1 Points clés abordés	7
2.3.2 Conclusion et perspectives	8
2.4 Principaux enseignements à tirer du colloque sur la laïcité et le traitement du religieux par les médias.....	9
3. Actes du colloque	12

1. Introduction

La question de la laïcité ne cesse de revenir sur le devant de la scène et de susciter des débats parfois très vifs. Si elle apparaît plébiscitée par une grande majorité de français qui y sont très attachés et en capacité d'en donner une définition relativement précise, la laïcité reste, dans le même temps, perçue comme menacée. Les Français estiment ainsi qu'il est de plus en plus difficile de faire appliquer les règles de la laïcité en France. Les jeunes, en particulier, estiment par ailleurs qu'elle serait instrumentalisée par certains journalistes et politiques.

Alors que nous allons célébrer les 120 ans de la loi du 9 décembre 1905, la moitié de nos compatriotes estiment que la laïcité n'est pas bien expliquée (enquête Sénat CSA 2024). La capacité à affronter efficacement les controverses qui se posent quant au respect de la laïcité est également mise en question.

Dans ce contexte, quel rôle les médias peuvent-ils jouer pour rendre à la laïcité toute sa vigueur et s'assurer de sa bonne compréhension par les citoyens, quelle que soit leur conviction religieuse ? Quelles sont les difficultés auxquelles les médias sont confrontés dans le traitement des faits religieux et la promotion de la laïcité ? Les religions sont-elles condamnées à être traitées de manière polémique ?

Pour aborder ces questions et traiter de ce sujet, les auditeurs de la 11^o session « *Religions, Laïcité et enjeux contemporains* » de l'IHEMR ont souhaité également faire intervenir des experts acteurs et observateurs des médias et du monde religieux.

Objectifs du colloque :

Proposer une mise en perspective du sujet à partir du croisement du point de vue des différents acteurs concernés :

- Les responsables médias et les journalistes : de quelle manière traitent-ils ces sujets ? comment abordent-ils cette question (lignes éditoriales, consignes, formation des journalistes...) ? quelles sont les difficultés rencontrées ?
- Les représentants des cultes : comment perçoivent-ils l'activité des médias concernant le traitement des faits religieux et de la laïcité ? quelles sont leurs recommandations en la matière ?

2. Synthèse

2.1 Contexte et objectifs

Karl Olive, député, a introduit le colloque en soulignant l'importance de la laïcité comme fondement du pacte républicain. Il a insisté sur le rôle des médias dans la compréhension et la promotion de la laïcité.

Donatien Le Vaillant, auditeur de l'IHEMR, a évoqué les perceptions des Français sur la laïcité : bien qu'elle soit plébiscitée, elle est souvent perçue comme menacée ou mal expliquée. Une étude du Sénat CSA de 2024 révèle que 50 % des Français estiment que la laïcité n'est pas bien comprise.

2.2 Problématisation par les universitaires

David Douyère (professeur en sciences de l'information) :

- Constate la difficulté des médias à communiquer sur la laïcité, souvent perçue comme une séparation négative entre le religieux et l'État.
- Critique l'absence de communication active et positive sur la laïcité par les institutions républicaines.
- Propose des pistes pour une meilleure communication laïque, notamment sur les médias publics et numériques.

Anne Lancien (chercheuse en sciences politiques) :

- Souligne l'exculturation des religions dans la société française, où le religieux est souvent présenté comme un phénomène culturel ou folklorique.
- Évoque une "catholaïcité" en France, où le catholicisme bénéficie d'un traitement médiatique privilégié par rapport aux autres religions.
- Critique une vision sécuritaire de la laïcité, qui met l'accent sur la restriction des libertés individuelles au détriment de la liberté de conscience.

2.3 Table ronde :

Les participants, dont **Ghaleb Bencheikh** (président de la Fondation de l’Islam de France), **Loup Besmond** (journaliste à La Croix), et **Jean-Pierre Constantin** (médiateur à France Média Monde), ont discuté de la responsabilité des médias dans la couverture des religions.

Ils ont abordé la question de la formation des journalistes, souvent insuffisante pour traiter des faits religieux avec précision.

Ils ont également évoqué le rôle des réseaux sociaux, qui favorisent une expression religieuse dérégulée et parfois problématique (point évoqué par **Laurent Stala-Bourdillon**).

2.3.1 Points clés abordés

1. Laïcité et médias :

- Les médias jouent un rôle central dans la perception publique de la laïcité et des religions.
- La couverture médiatique est souvent biaisée, favorisant les polémiques et les scandales au détriment d’une approche pédagogique.

2. Formation et éducation :

- Un manque de culture religieuse chez les journalistes et le grand public contribue à des incompréhensions sur la laïcité et les religions.
- Des initiatives comme celles de l’IHEMR visent à améliorer la compréhension du fait religieux et de la laïcité.

3. Réseaux sociaux :

- Les réseaux sociaux amplifient les discours religieux, souvent en dehors de tout cadre institutionnel.
- Ils posent des défis pour la régulation et la compréhension des pratiques religieuses.

4. Vision positive des religions :

- Plusieurs intervenants ont appelé à une médiatisation plus équilibrée et positive des religions, mettant en avant leurs contributions culturelles et sociales.

2.3.2 Conclusion et perspectives

Le colloque a mis en lumière la nécessité de mieux expliquer la laïcité et de promouvoir une approche médiatique plus nuancée et pédagogique. Les médias, les institutions publiques et les cultes doivent collaborer pour renforcer la compréhension mutuelle et le vivre-ensemble dans une société pluraliste.

Parvine Lacombe (chef du Bureau central des cultes) a insisté sur l'importance de la formation à la laïcité, notamment à l'occasion des 120 ans de la loi de 1905.

2.4 Principaux enseignements à tirer du colloque sur la laïcité et le traitement du religieux par les médias

1. La laïcité comme principe fondamental du pacte républicain

- ✓ La laïcité est souvent mal comprise par les citoyens, qui la perçoivent parfois comme une exclusion des religions de l'espace public.
- ✓ Elle doit être expliquée comme un cadre permettant la liberté de conscience et le libre exercice des cultes, tout en garantissant la neutralité de l'État.

2. Le rôle central des médias

- ✓ Les médias influencent fortement la perception publique de la laïcité et des religions.
- ✓ Ils ont tendance à privilégier les polémiques et les scandales, ce qui renforce une vision conflictuelle des faits religieux.
- ✓ Une approche plus pédagogique et équilibrée est nécessaire pour mieux informer le public.

3. La nécessité d'une formation adaptée

- ✓ Les journalistes manquent souvent de connaissances sur les faits religieux, ce qui entraîne des imprécisions et des biais dans le traitement médiatique.
- ✓ Des programmes de formation sur le fait religieux et la laïcité devraient être intégrés dans les écoles de journalisme et les institutions publiques.

4. La diversité des religions et leur traitement médiatique

- ✓ Le catholicisme bénéficie d'un traitement médiatique privilégié en France, ce qui peut être perçu comme une "catholaïcité", ce point a été contesté par le public notamment l'intervenant protestant estimant qu'il y avait une histoire à respecter.

- ✓ Les autres religions, comme l’islam et le judaïsme, sont souvent abordées sous un angle polémique ou sécuritaire.
- ✓ Il est essentiel de promouvoir une médiatisation plus positive et inclusive des différentes traditions religieuses.

5. Les défis posés par les réseaux sociaux

- ✓ Les réseaux sociaux favorisent une expression religieuse dérégulée, parfois en dehors de tout cadre institutionnel.
- ✓ Ils amplifient les discours religieux, mais peuvent aussi contribuer à la désinformation et à la radicalisation.
- ✓ Une réflexion sur la régulation et l’éducation aux médias numériques est nécessaire.

6. La pédagogie comme outil clé

- ✓ Informer sur les religions et la laïcité doit inclure une dimension pédagogique pour permettre une meilleure compréhension des enjeux.
- ✓ Les médias, les institutions publiques et les cultes doivent collaborer pour offrir des contenus éducatifs et accessibles.

7. La mobilisation autour des 120 ans de la loi de 1905

- ✓ L’anniversaire de la loi de séparation des Églises et de l’État est une opportunité pour sensibiliser le public à la laïcité.
- ✓ Des actions de formation et de communication doivent être renforcées pour mieux expliquer ce principe et ses implications.

8. Le besoin d'un discours positif

- ✓ Les religions doivent être présentées dans leurs dimensions culturelles, sociales et historiques, et pas uniquement sous l'angle des conflits ou des controverses.
- ✓ Mettre en lumière les contributions positives des religions peut favoriser le vivre-ensemble et la cohésion sociale.

9. La responsabilité des décideurs

- ✓ Les responsables politiques et religieux doivent éviter d'instrumentaliser la laïcité à des fins idéologiques ou électorales.
- ✓ Ils ont un rôle clé dans la promotion d'un débat public apaisé et respectueux des diversités.

10. L'importance de la connaissance mutuelle

- ✓ Une meilleure connaissance des religions et de la laïcité est essentielle pour réduire les tensions et les incompréhensions.
- ✓ L'éducation au fait religieux et à la laïcité doit être renforcée dans les écoles, les médias et les espaces publics.

Ces enseignements mettent en lumière les défis et les opportunités liés à la médiatisation des faits religieux et à la promotion de la laïcité dans une société pluraliste.

3. Actes du colloque

M. le Député Karl Olive :

Mesdames et messieurs, chers invités, chers auditeurs, et chère gouvernance de l'Institut des Hautes Études du Monde Religieux, c'est avec une grande joie et une certaine fierté, je l'avoue, que nous vous accueillons ici, en ce vendredi après-midi, près Pentecôte, à l'Assemblée nationale, dans cette salle Colbert, au lieu de la République et de la réflexion collective. Nous sommes ici chez les représentants du peuple, là où s'élaborent les lois de la nation.

L'Assemblée nationale est l'un des piliers de notre démocratie, un lieu de débat, du pluralisme, d'équilibre, mais aussi d'écoute mutuelle dans un monde idéal. Il ne pouvait donc y avoir meilleur cadre pour aborder ensemble un thème aussi délicat qu'essentiel, le traitement du religieux par les médias peut-il faire vivre la laïcité ?

Cette salle, baptisée du nom de Jean-Baptiste Colbert, évoque un personnage historique éminent, grand serviteur de l'État sous Louis XIV, ministre d'État, artisan d'une administration rigoureuse. Il incarne un certain rapport à l'autorité, à l'ordre public et à la construction de l'État moderne. En cela, il est aussi d'une certaine manière un précurseur de la gestion des équilibres qui font notre pacte républicain, dont la laïcité est aujourd'hui un fondement. Ce colloque, chers amis, a pour ambition de croiser les regards, de décroquer les approches, de confronter les pratiques et les perceptions autour d'un sujet sensible, la manière dont les médias traitent du fait religieux et de la laïcité. Comment les journalistes abordent-ils ces questions ? Quels arbitrages éditoriaux ? Quelles difficultés concrètes ? Quelle formation ? Et du côté des cultes, comment est perçue cette médiatisation, avec quelles attentes, quelles critiques, quels espoirs ? En nous accueillant aujourd'hui, nous autres, les auditeurs de l'Institut des hautes études du monde religieux, nous voulons saluer l'importance de cette formation. Celle de futurs acteurs capables d'analyse, de recul et surtout d'écoute dans un monde traversé par le religieux, parfois déformé, souvent caricaturé et pourtant omniprésent. En un mot, il s'agit, ensemble, de faire vivre la laïcité non comme un principe d'effacement, mais comme une exigence de compréhension. Et dans ce chantier, les médias ont un rôle central à jouer, que nous allons interroger sans tabou, mais avec exigence. Merci à chacune et chacun pour votre présence. Merci, très cher Xavier, pour la qualité

de cette formation que nous avons partagée ensemble tout au long de cette 11^e édition. Et je crois qu'on est unanimes à partager le même sentiment. Merci pour votre contribution, votre présence et notre volonté, je crois, commune de faire progresser notre débat démocratique. Merci à vous. Et je crois que nous pouvons applaudir Xavier Guézou, s'il vous plaît. Merci.

Xavier Guézou :

Simplement, je vais intervenir très rapidement pour excuser M. Ploquin, sous-directeur des cultes et de la laïcité, à la direction des libertés publiques et des affaires juridiques du ministère de l'intérieur, je vous souhaite la bienvenue en son nom. Simplement dire que, comme M. le député l'a précisé, ce colloque s'inscrit dans le cadre d'une formation. Il est réalisé par les auditeurs et les auditrices de l'Institut. Tous les ans, les auditeurs et les auditrices de l'Institut réalisent un travail en petits groupes. Cette année, nous avons choisi avec la DLPAJ, je salue Alice Bernard ici présente, et Mme Parvine Lacombe, la chef du bureau central des cultes, viendra vous dire quelques mots tout à l'heure. Nous avons choisi deux thèmes. Le premier, c'est Education Nationale et faits religieux. Donc il y a un groupe d'auditeurs qui travaille sur ce sujet, qui fera sa restitution le 3 juillet devant un jury. Et le 2^{ème} groupe a organisé ce colloque. Je souhaite à toutes et tous un excellent colloque en félicitant dès à présent les auditeurs et les auditrices qui ont travaillé dessus parce que c'est un gros travail en amont et à mon sens c'est déjà une réussite que vous soyez tous là. Donc merci, très bon colloque et à tout à l'heure.

Donatien Le Vaillant :

Mesdames et messieurs les parlementaires, monsieur le président, mesdames, messieurs, Donatien Le Vaillant, moi je suis l'un des auditeurs qui modestement avec d'autres et certainement moins que d'autres a préparé ce colloque, en particulier Pascal Rose qui est ici présent et Shérif Toubal également à ma gauche. En quelques mots, simplement vous dire que la question de la laïcité ne cesse de revenir sur le devant de la scène et de susciter des débats parfois très vifs.

Elle apparaît plébiscitée par une grande majorité de Français, cependant, qui y sont très attachés et en capacité d'en donner une définition relativement précise. La laïcité reste cependant, dans le

même temps, perçue comme menacée. Les Français estiment qu'il est de plus en plus difficile de faire appliquer les règles de la laïcité en France. Les jeunes en particulier estiment par ailleurs qu'elle serait instrumentalisée, notamment par certains journalistes et politiques. Alors que nous allons célébrer les 120 ans de la loi du 9 décembre 1905, la moitié de nos compatriotes estiment que la laïcité n'est pas bien expliquée, selon une étude du Sénat CSA de 2024. La capacité à affronter efficacement les controverses qui se posent quant au respect de la laïcité est également mise en question dans ce contexte.

Quel rôle les médias peuvent-ils jouer pour rendre à la laïcité toute sa vigueur et s'assurer de sa bonne compréhension par les citoyens, quelles que soient leurs convictions religieuses ? Quelles sont les difficultés auxquelles les médias sont confrontés dans le traitement des faits religieux et la promotion de la laïcité ? Les religions sont-elles condamnées à être traitées de manière polémique ? Alors on vous propose pour ce colloque tout d'abord des conférences introductives.

La première conférence sera assurée par David Douillère sur le thème des médias et laïcité. Je rappelle que David Douillère est professeur de sciences de l'information et de la communication à l'université de Tours. Il enseigne la culture numérique à l'IUT et à l'école publique de journalisme de Tours. Il a cofondé le réseau Relicom, communication et espace du religieux en 2011. Ses travaux de recherche portent sur la communication chrétienne catholique. Il a dirigé plusieurs dossiers de revues scientifiques sur la communication religieuse, en particulier questions de communication, communication et langage, tic et société, et publié notamment l'ouvrage « *Communiquer la doctrine catholique, d'abord et fidèle 2018* » consacré au Concile Vatican II.

Nous donnerons ensuite la parole à Anne Lancien, qui est chercheuse en sciences politiques au CERI, le Centre de Recherche Internationale sous la double tutelle de Sciences Po et du CNRS, et qui interviendra sur la thématique du fait religieux, religion dans les médias et laïcité. Madame Lancien est spécialiste des violences sexuelles dans l'Église et également du militantisme laïque. Elle est la coordinatrice de l'ouvrage « *Faits religieux et médias* » paru en 2023.

Voilà, donc je vais laisser la place aux deux conférenciers que je viens de citer. Ensuite, il y aura une table ronde et je laisserai le soin à Pascal et à Shérif de présenter l'ensemble de cette thématique. Mais évidemment, le thème, pour cette table ronde, concerne le traitement du religieux par les médias. Peut-il faire vivre la laïcité ? Je vous remercie et je laisse maintenant la place à David Douillère. Merci à vous.

M. David Douyere :

Merci aux auditeurs de l'Institut pour leur invitation et de m'associer à la discussion de cet après-midi Mesdames et messieurs les députés, mesdames et messieurs les représentants et professionnels des médias, messieurs les représentants des cultes, mesdames et messieurs en fonction de vos qualités, chères et chers collègues, Pour aborder le lien entre médias et laïcité, je vais d'abord revenir sur ce qu'est la laïcité et la mise à distance nécessaire du religieux qu'elle implique, à mon sens. J'aborderai ensuite les deux voiles qui l'entourent, ou plutôt concernent les communications qui l'énoncent et se l'approprient. Je m'intéresserai dans un troisième temps à la relation des médias aux religieux et à la position communicationnelle des religions dans l'espace public. J'essaierai enfin de proposer dans un quatrième temps des pistes pour une communication laïque dans les médias publics, malgré les difficultés que cela présente. Depuis une quinzaine d'années, je travaille au sein du réseau Relicom avec les doctorants dont j'ai pu encadrer les recherches par les journées d'études d'écologues sur notamment la communication religieuse chrétienne catholique. Et autant j'ai pu identifier une communication religieuse très active dans l'espace public sous ses diverses formes, puisque les religions sont comme l'indiquait le sémiologue Enzo Pace des systèmes de communication, « Autant je n'ai pas pu identifier de communication laïque ou de communication sur la laïcité menée de façon active et large par l'institution républicaine française ». Même s'il y a une excellente vidéo sur le site actuellement. Des communications sont menées au sein des partis politiques pour défendre la laïcité comme une valeur, et parfois on pourrait penser qu'il s'agit d'un paravent pour dissimuler une passion inavouable visant à l'exclusion de certains religieux d'origine déterminée. J'y reviendrai.

La laïcité semble donc peu faire l'objet d'une communication positive, peut-être parce qu'il s'agit d'une notion qui porte en creux une opération certes constructive, mais pensée comme négative de la séparation. Puisque tel est, en décembre 1905, son vrai nom. Donc communiquer sur une séparation nécessaire, souhaitable, ce n'est pas facile. Car séparer, distinguer, ne signifie pas rejeter, mais reterritorialiser, introduire une frontière, des limites, entre l'administration des choses publiques, laïques, et la possibilité de vivre avec d'autres, la vie publique et privée d'un culte ou non. C'est souvent ce que mes étudiants ne comprennent pas. On peut pratiquer une religion dans une société laïque ? Ce n'est pas interdit ? On peut en parler ? Je vous assure que j'entends ça tel quel, demandent-ils. Un de mes étudiants en journalisme me disait avoir été très étonné

d'apprendre de ma bouche qu'il y avait eu en France des tensions avec le religieux qui pouvaient justifier l'instauration de la laïcité.

Des guerres de religion du XVI^e siècle, à l'exclusion des ordres religieux de France en 1880, puis en 1902-1903, en passant par l'opposition de l'Église catholique à la République. En apprenant cela, me disait-il, il comprenait mieux la notion de laïcité comme séparation du pouvoir civil et religieux. L'enjeu est, me semble-t-il, en effet, celui de l'emprise du religieux sur le pouvoir, mais aussi sur les esprits. Si vous me permettez en ce commencement une anecdote, ma propre grand-mère, catholique, née en 1910 dans un milieu populaire en Normandie, ne se lavait le corps que sous une chemise de lin, jeune, parce qu'il fallait éviter de regarder son propre corps, ce qui aurait constitué un péché ou aurait risqué d'en entraîner. Et c'est un prêtre qui lui a présenté son mari, un catholique antillais, très fervent, très pieux, après qu'elle lui renonçait à devenir religieuse clarisse. La religion comme espace de vie et de sens, de pratique, comme système juridique et ouverture d'une présence transcendante, forme aussi dans son déploiement quelque chose qui peut s'apparenter à une emprise, en principe dans le consentement individuel, emprise vécue comme liberté, bien sûr. C'est de cette emprise que la République naissante, a dû se méfier, jusqu'à former, comme l'évoque Vincent Péillon, une contre-religion républicaine structurée par la laïcité. Comme elle doit aujourd'hui se méfier d'autres emprises, de grandes entreprises privées, des acteurs californiens ou chinois, du numérique, qui forment les esprits à leur tour et constituent leurs espaces ordinaires d'échange. Si on comprend la laïcité comme une lutte contre l'emprise, on voit que communiquer sur elle n'est pas simple. Peut-être faudrait-il dire une seule chose, la laïcité vous rend libre d'accomplir des rites ou de ne pas le faire, de croire ou de ne pas croire, en autre chose que des réalités apparentes sur lesquelles nous ne sommes pas d'accord. Elle permet la liberté de conscience.

Deuxième point, une double difficulté amène à mon sens une partie du public à une défiance qui a été évoquée en introduction à l'instant sur la communication à propos de la laïcité qui relève d'un même principe, elle occulte, elle cache précisément, présentement quelque chose. Dans un premier cas, je l'ai évoqué tout à l'heure, dans le cadre de discours qui luttent contre la prétendue islamisation de la société, la notion de laïcité vient servir de rempart contre l'étranger, ou supposait-elle, et surtout l'étrangère voilée et l'étranger barbu. Cette laïcité est soupçonnée d'être le voile d'un discours raciste et xénophobe, parée ainsi de vertu républicaine, prenant alibi de la religion. Le Rassemblement national, pour ne pas le nommer, nous semble évidemment s'inscrire

dans cette perspective, mais parfois des premiers ministres, François Fillon, ou des ministres de l'Intérieur, Bruno Retailleau, adoptent ce discours qui n'est pas contestable, puisque le principe est vrai. On ne peut pas non plus critiquer l'instrumentalisation, puisque se servir d'un principe est normal. D'un dévoiement ou d'un détournement d'usage du principe de laïcité, peut-être. Le second cas d'occultation, plus subtil ou plus délicat à nommer, est celui d'un certain nombre de discours sur la laïcité tenus par des acteurs dont on peut penser ou imaginer ou comprendre qu'ils appartiennent ou ont appartenu à la franc-maçonnerie et notamment au Grand Orient de France, qui fondent son histoire séculaire sur son lien avec la République et accordent à la laïcité un rôle central. Même s'il existe plusieurs conceptions de la place du religieux au sein de la franc-maçonnerie, selon les rites pratiqués français, écossais, et suivant les obédiences du spiritualisme ésotérique au matérialisme athée, éventuellement même anarchiste. Ce qui est occulté ici, en fait, c'est l'origine philosophique et fraternelle, au sens des sociétés fraternelles, telles qu'étudiées notamment en communication par Jean-Pierre Bacot, de ce discours qui est construit par une communauté formée de gens libres et de bonnes mœurs, dont il représente une des identités.

Il y a donc une communication sur la laïcité dans l'espace public, mais qui ne dit pas ses origines et n'indique pas le cadre de son énonciation et qui entend diffuser à l'extérieur du temple maçonnique, répandre à l'extérieur du temple, les vérités acquises dans le temple, comme l'y invitent certains de ses rituels. Elle est néanmoins cette origine bien perçue ou imaginée comme telle par un certain nombre d'acteurs, notamment religieux, qui vont parler de « laïcars » quand les dénominations de « frère Trois-Points », « franc-mac » ou de « petit-père Combes » commencent, je crois, à s'estomper aujourd'hui. Rien de complotiste ou d'alarmiste ici, juste un désir d'explicitation. Je sais bien entendu combien il est délicat d'aborder cette question, à la fois bien connue et clairement tue, que l'on en soit, auquel cas il faut taire pour cacher par prudence, ou que l'on n'en soit pas, que l'on soit profondément hostile à ces courants ou indifférents à leur égard, les pensants obsolètes, autosatisfaits, stériles et vains, ou au contraire les voyant en fervents défenseurs de la République et des Lumières. Il me semble toutefois qu'on gagnera à éclaircir le cadre générateur de ces discours sur la laïcité pour que le débat soit plus franc précisément et plus honnête. A défaut de le faire, la République française est accusée, à l'international d'ailleurs, d'organiser une religion de la laïcité, hostile aux religions sincères, humaines et bonnes. Autant le terme humaniste formait il y a quelques années un repère pour identifier une position maçonnique sans la nommer, autant le terme laïcité remplit souvent aujourd'hui, je crois, cette fonction. Je l'ai perçu pour ma part dans mes enquêtes de terrain de

recherche en contexte catholique, traditionnel et charismatique ou au croisement des deux. Les ennemis sont pour eux bien identifiés et ils parlent de la laïcité. C'est une difficulté, il me semble, que ce codage implicite de la notion de laïcité, son origine non dite, qui fausse un peu le débat public, là où les francs-maçons devraient pouvoir, pour certains, s'exprimer à découvert, quelle que soit l'heure de la journée et sans qu'il pleuve. Comme le fait d'ailleurs l'institution qu'est le Grand Orient de France ou le comité laïcité république qui décerne un prix chaque année. Je sais combien il est gênant de parler de cela en public, et je m'en excuse, mais il me semble que c'est une réelle composante de la communication sur la laïcité, inscrite dans l'espace public, mais bien sentie, qui n'est ignorée par presque personne, et je ne comprends pas qu'on n'en parle pas davantage en recherche sur le religieux et ses périphéries et postérités universalisantes.

Troisième point, je voudrais aborder le lien entre laïcité et médias, notamment publics. Les médias informent sur les religions, soit qu'ils les approuvent en partie, implicitement ou explicitement, le Figaro, CNews et les médias du groupe Bolloré peut-être, de façon parfois différenciée selon les religions, soit qu'ils construisent une distance supposée neutre, en leur conférant pour certains une place d'expression culturelle ou rituelle dédiée, le dimanche matin, France 2, les chemins de la foi, France Culture, soit qu'ils s'y opposent plus explicitement, Marianne, Charlie Hebdo, Mediapart, plutôt pour le catholicisme. La nature de la religion concernée modifie, cela est bien connu, le régime de traitement médiatique, et certains médias sont plus sensibles à telle dimension religieuse et plutôt hostiles à telle autre, selon la position et l'origine sociale majoritaire des dévots, ou religionnaires également. Cette information que donnent les médias sur les religions est importante, car elle vient satisfaire un intérêt et une préoccupation légitimes du citoyen et de la citoyenne. En effet, ce que font, élaborent et prévoient les religions leur importe, notamment quand elles portent un programme spécifique sur un certain nombre de questions sociales, familiales, éthiques et sexuelles. Je renvoie ici au documentaire et à l'ouvrage « Que ton règne vienne » du sociologue Philippe Gonzales sur les chrétiens évangéliques charismatiques au niveau mondial. Or, ces questions ne font pas l'objet de consensus dans notre espace démocratique pluraliste. Connaître la position des religions sur la fin de vie, l'aide à mourir et le suicide assisté, l'homosexualité, l'avortement, la gestion pour autrui, les transidentités, est important pour tous et toutes. Et peut-être parfois intéressant et pertinent également pour le débat démocratique.

De même que leur avis et leur approche doivent être entendus. C'est peut-être cela d'ailleurs que

permet précisément la laïcité, une approche pluraliste, ouverte et explicite. Il reste que les médias sont souvent l'espace du relais de l'expression dans l'espace public des religions sous un mode plutôt blessé. J'emprunte le terme à Jeanne Favré-Saada, ou pour parler comme le sociologue suisse Joan Stavo-Debauges, de la « sensiblerie ». Volontiers victime, en une forme d'accusation sourde dissimulée, l'expression religieuse est souvent, dans l'espace public, attristée de ce qu'elle perçoit comme atteinte à ses valeurs. Ainsi de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques à Paris, qui semblait nécessiter de nombreuses messes de réparation du fait de la présence d'un schtroumpf dénudé entouré de « drag queens ».

Comme le faisait naguère l'humoriste Pierre Desproges, l'athé pourrait se dire lui aussi blessé par l'irrationalité des discours religieux. C'est dans sa lettre à Mgr Lustiger, dans la petite série « Étonnant, non ? », sur Antenne 2, le 1er avril 1983, c'est disponible sur Youtube via l'INA. On sait, avec Salman Rushdie, par ses ouvrages « Joseph Anton », ou plus récemment « Le couteau », ou par le martyr de Charlie Hebdo, ou la décapitation de Samuel Paty, que les oreilles blessées peuvent devenir des mains blessantes et criminelles. D'où l'importance d'une communication sur la laïcité dans l'espace public par les médias, notamment publics, et ce que l'on nomme désormais les médias sociaux ou réseaux sociaux. En prenant acte, comme le rappelle l'anthropologue Jeanne Favret-Saada, là encore, à la fin de son ouvrage consacré aux protestations catholiques contre des films qui ne représentaient pas de façon convenable la vie de Jésus, notamment, ou la vie religieuse, dans son ouvrage « Les sensibilités religieuses blessées », que nous ne sommes pas d'accord pour reconnaître une seule vraie religion. J'ajouterais pas même la République, peut-être. Et qu'il nous faut prendre acte du pluralisme des allégeances et des engagements et soutiens de vie, bien évidemment.

Quatrième point, comment dès lors les médias publics peuvent-ils parler de la laïcité et mieux la faire connaître et la promouvoir, alors qu'elle est perçue par les jeunes, on l'a dit tout à l'heure en introduction, comme rejet et oppression des gentilles religions et des identités personnelles, toutes respectables, quoi qu'elles impliquent, et perçue dans certains courants intellectuels et universitaires, au mieux comme une transposition sécularisée du christianisme, catho-laïcité ? Au pire, selon eux, comme oppression blanche systémique occidentale postcoloniale à l'égard des savoirs traditionnels portés par les religions et qui aident les gens à vivre, Talal Asad, Mohamed Amer Meziane notamment, selon des valeurs qui leur seraient ainsi récusées. La

première proposition pour mieux faire connaître la laïcité est impossible, mais je vais quand même l'énoncer puisqu'il faut, comme disent certains, rendre possible l'impossible.

Faire comprendre le sens de la laïcité pourrait passer par une mise en lumière et une critique plus forte des dynamiques religieuses quand elles se montrent oppressives ou criminelles, abusives, ce qui se produit un peu actuellement, en prise sur la personne, sévices, pédocriminalité, abus, captation financière, etc. Ce n'est que parce qu'elles peuvent constituer, par moment des systèmes abusifs, qu'elles doivent être mises à distance. Mais cette approche voltairienne, en un sens, est impraticable aujourd'hui, j'en suis bien conscient, ou ne s'applique qu'aux nouveaux mouvements religieux ou aux mouvements dits sectaires, ou ne l'est que partiellement applicable. Il faut en tout cas mieux faire connaître les mondes religieux, comme s'y emploie l'IHEMR, et faire connaître les religions dans leurs doctrines, options, croyances. Je salue en ce sens la position et le travail du youtubeur Majid Oukacha, qui poursuit un travail critique, systématique et documenté sur l'islam en tant qu'athée. J'avoue cependant ne pas connaître ses positions et orientations ou perspectives politiques. Reste qu'en cette période de recherche, sinon d'un consensus, du moins d'une bienveillance à l'égard de toutes les positions, sur une telle communication tensionnelle à l'égard du religieux paraît difficile.

La deuxième proposition consisterait à rappeler que la laïcité permet la liberté de conscience et qu'elle est juste le cadre des expressions non religieuses, spirituelles et religieuses, de la liberté de pratique et d'adhésion ou non. Que parler de la religion de l'autre, même en mal, est possible mais que dénigrer des personnes au nom de leur religion ne l'est pas. C'est sans doute ici la notion de tolérance, si désuète et accusée de condescendance et de mépris, de non-acceptation pleine et entière des religions, qu'il conviendrait néanmoins de réhabiliter : la tolérance. Coexistence, en effet, est plus orientée et peut constituer un programme pro-religieux, une sorte d'affirmation transversale du religieux en vue de son extension, comme le fait le dialogue interreligieux. Charlie Hebdo a souvent représenté avec dérision et non sans sarcasme cette alliance interreligieuse des conservatismes, toujours possible évidemment.

Et paradoxalement, troisième position, parler davantage des religions dans les médias, faire connaître actions et croyances de l'intérieur, régime de pensée, dans la perspective initiée il y a fort longtemps par Régis Debray de développer une connaissance historique, culturelle et sociale du religieux à l'école. Sans craindre de se faire le relais du prosélytisme ou de dynamique

d'évangélisation, serait une façon de montrer que le religieux et le spirituel, dans leurs formes libres et variées, tout comme les religions, ont leur place dans la République, à côté des matérialismes athées, de l'incroyance, de l'agnosticisme et de l'indifférence claire et lassée à toutes ces questions. Il me paraît clair, en revanche, que prôner en soi la laïcité en tant que telle, pourrait être assimilée à une propagande d'un dispositif oppressif et de contrôle, car les discours invoquant la laïcité, ceux du RN et d'une partie frontalière de la droite française notamment, ont laissé des traces, et les discours qui vont suivre risquent de s'y trouver rattachés. Souvenez-vous du clip « Don't laïk » du rappeur du Havre Medine (Din Records, 2014) et de sa présentation de la République et de la laïcité comme un système oppressif : « Crucifions les laïcards comme à Golgotha/ Religion pour les francs-maçons, catéchisme pour les athées, la laïcité n'est plus qu'une ombre entre l'éclairée et l'illuminée ».

Je le fais moins bien, vous m'excuserez. Je ne sais pas ce que ça veut dire. Mais c'est juste une chanson. Plus loin, « les élites sont des prosélytes, des propagandistes ultra-laïcs. » À la fin du clip, la laïcité fait l'objet d'un exorcisme : « Que le mâle qui habite le corps de dame laïcité prononce son nom », avec toute une mise en scène, et « le démon anti-religieux sort d'elle dans la douleur ». Bon, ben voilà. Donc il ne s'agit pas non plus de se faire peur avec cette chanson, comme on l'a fait à un moment donné, c'est une parmi des milliers d'autres, et pas la meilleure. Ni de devenir exorciste, mais de comprendre les traces que laissent certains discours sur la laïcité, mal comprises, dirons-nous.

Dernier point : je terminerai par une gêne à propos de la focalisation sur les médias. Nous, intellectuels, politiques, journalistes, sommes en quelque sorte média-centrés et croyons que les médias forment l'espace public, voire nourrissent les représentations ou la pensée des gens. Or, on sait que les médias font l'objet d'une grande défiance aujourd'hui et d'une certaine désaffiliation de la part des publics. Selon le baromètre La Croix 2023, 62% des sondés estiment qu'il faut se méfier de ce que disent les médias sur les grands sujets d'actualité. Or, en fait, depuis le début des années 2000 et surtout 2010, l'expression publique s'est déplacée et s'opère désormais sur les médias issus de l'informatisation de la société. Les médias informatisés ou les médias sociaux, désormais gagnés par l'intelligence artificielle.

C'est, vous le savez bien, sur Instagram, sur TikTok, peut-être encore sur Snapchat, Facebook

pour les seniors que nous sommes, pour la plupart d'entre nous, X pour les plus radicaux et les plus persévérants des militants, un peu moins sur Bluesky ou Mastodon sur le Fediverse libre, voire plus encore morcelés sur Twitch et par ailleurs WhatsApp, Signal, Telegram. Les médias sont d'ailleurs présents par les débats ou par des morceaux prédécoupés. Je crains que laïcité et médias ne soient dès lors un débat pertinent pour nous, certes, mais très latéral en réalité. La question est pour moi celle de la figuration de la laïcité sur les réseaux sociaux. Qui en parle en cette nouvelle terre de mission ? L'évangélisation laïque, légitime et souhaitable, ne peut se faire sans gagner ces territoires sur lesquels les religions sont réellement présentes par leur gâteau, leur jeûne. Leur pureté et les valeurs prônées, la modestie du corps, les recommandations données pour la vie, le danger de la masturbation, la prière, les heures, les bougies, le démon qui guette durant le carême, il n'y a pas longtemps, les symboles apportés ou pas, l'enfer qui nous attend si nous parlons trop longuement. La communication de la laïcité est donc à construire sur tous les médias, numériques ou non, dans une perspective à la fois ouverte et critique.

J'en ai terminé.

Donatien Le Vaillant :

Merci beaucoup pour cette intervention éclairante. Nous sommes très heureux de céder désormais la parole à Mme Lancien, qui va intervenir sur la thématique « faits religieux, religion dans les médias et laïcité », avec une question qui se pose et dont nous avons pu parler un peu, à savoir : « est-ce que les médias peuvent donner une vision neutre de la laïcité et être neutre également sur le traitement du fait religieux » ?

Merci beaucoup, nous vous écoutons.

Anne Lancien :

Bonjour à toutes et tous, à mon tour de vous remercier de cette invitation dont je suis très honorée et puis merci également de l'organisation de ce colloque sur une thématique qui me paraît effectivement essentielle dans notre société actuelle et en toute objectivité puisque c'est aussi l'une de mes thématiques de recherche.

Je souhaiterais commencer cette présentation en reprenant plusieurs commentaires d'auditeurs

adressés à Radio France. Concernant la façon dont la radio a traité du décès du pape François. Il s'agirait également de reprendre la réponse apportée par la médiatrice de Radio France aux remarques avancées. Premier commentaire, première citation. « Je suis scandalisée par le temps pris au sujet de la mort du pape. La laïcité compte parmi nos grands principes républicains. Nous sommes une république laïque et non confessionnelle. La France ne comprend pas que des chrétiens. Quel mépris pour les musulmans, les protestants, les hindouistes, athées ou agnostiques. Vos radios constituent un service public au service de tous. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas ».

Deuxième commentaire : « toutes ces émissions sur la mort du pape en permanence sont réellement insupportables. C'est très ironique de parler en permanence de la laïcité et de nous abreuver, déjà avant cela, de religion catholique pendant les émissions quotidiennes et maintenant avec la mort du pape, en plus des émissions spéciales, des références permanentes dans tous les programmes. C'est vraiment trop. Être informé, oui. Être gavé du fonctionnement de l'église catholique, non ». Plusieurs arguments sont avancés par la médiatrice de Radio France pour répondre à ces remarques. Tout d'abord, elle met en avant qu'il s'agit d'un événement international au-delà de sa simple et seule dimension religieuse. Ensuite, nous dit-elle, le traitement des rédactions ne relève pas du prosélytisme. Il se veut critique, factuel, équilibré. Il n'a jamais été question de faire œuvre de foi, mais de faire œuvre d'information. Cet épisode me paraît intéressant parce qu'il permet de soulever deux questions qui méritent, à mon sens, toute notre attention. La première porte sur la difficulté pour les médias de traiter du fait religieux sans que cela ne soit perçu comme du prosélytisme et sur la perception de ce traitement par le public comme relevant d'une information neutre, distanciée.

La seconde interrogation soulevée a trait à un traitement spécifique qui serait fait du catholicisme dans les médias qui confirmerait peut-être une catho-laïcité que l'on peut constater par ailleurs en France. Ces citations à l'évidence n'embrassent pas tous les questionnements soulevés par la question du traitement des faits religieux en France. Il faudrait ajouter évidemment celle des acteurs qui parlent, à qui l'on donne la parole. Celle également peut-être d'une vision partielle de la laïcité qui est traduite, une vision qui focalise peut-être sur la laïcité juridique, une laïcité qualifiée par certains de sécularitaire. Cette communication, comme son titre l'indique, analysera l'articulation entre faits religieux, médias, et également pour mieux comprendre ce que cette

articulation, ce rapport nous apprend de la laïcité telle qu'elle se déploie en France. Je me concentrerai essentiellement sur la presse écrite, presse traditionnelle, d'une part parce que je maîtrise moins le sujet des médias sociaux, il a été également abordé par mon prédécesseur. Trois points plus particulièrement méritent notre attention et ce sont sur ces trois points que je m'attarderai dans cette communication.

Le premier est que le traitement médiatique du fait religieux traduit à mon sens parfaitement l'ex-culturation de la religion de la société française.

Le deuxième point a trait à ce que j'ai évoqué précédemment. Le traitement du fait religieux traduirait-il une catho-laïcité qui se maintiendrait par ailleurs en France ?

Le troisième point concerne une vision sécuritaire de la laïcité qui serait transmise par une analyse orientée des faits religieux.

Ma conclusion élargira ce propos en m'intéressant au silence des médias sur une facette des faits religieux, peut-être plus consensuelle, peut-être plus progressiste, mais à mon sens tout aussi importante.

Premier temps, un traitement des faits religieux qui traduit une ex-culturation des religions. Le traitement des faits religieux occupe une place somme toute assez marginale dans les médias, et lorsque la presse développe cette thématique, elle la présente comme souvent vidée de sa substance confessionnelle ou spirituelle. J'emprunte ici le terme d'ex-culturation à Daniel Hervieux-Léger, qui renvoie à une sortie du catholicisme de la culture commune des Français.

La séparation de l'Église et de l'État initiés à la fin du XIX^e siècle, accompagnée de la baisse des pratiques et des croyances, de même que de la privatisation du religieux, a aussi engendré une décomposition de la culture religieuse de la population. Ce phénomène se retranscrit dans les médias. Il traite d'un religieux quelque peu « dé-religiosisé », présenté comme un phénomène culturel, historique, voire tout simplement folklorique. Une étude menée par des étudiants d'Emouna, qui est un programme de Sciences Po qui valorise le dialogue entre ministres du culte, donc une étude qui a été menée par un groupe d'étudiants, montre la transcription de cette évolution dans les médias. Ces étudiants se sont particulièrement intéressés à l'analyse de la fête de Noël traitée par trois médias, La Croix, Le Point et BFM TV. Ces étudiants constatent que si la question des cadeaux, du festin, de la réunion familiale ou encore des symboles comme le sapin

sont largement évoqués, la signification religieuse même de la fête n'est pas développée ou de façon réduite dans La Croix, journal pourtant confessionnel. Le religieux peut être analysé davantage en profondeur par la presse, mais la lecture va être alors celle d'une actualité internationale. C'est l'argument mobilisé par la médiatrice de France Info évoquée en introduction.

C'est aussi ce qui ressort de l'analyse du traitement médiatique de l'Aïd par les mêmes étudiants d'Emouna. Lorsque cette fête est traitée, nous explique-t-il, toujours par Lacroix, Le Point et BFMTV, celle-ci est principalement analysée sous l'angle international. L'islam constitue bien une actualité, mais extérieure à la France. Ces deux traitements spécifiques d'effets religieux tendent à traduire une vision de la laïcité en quelque sorte antagoniste de la religion, d'une religion en tout cas qui devrait être reléguée à la seule sphère privée et qui n'aurait plus sa place en quelque sorte dans les débats publics et médiatiques, en tout cas dans les médias traditionnels. Cela peut aussi traduire la crainte de journalistes de se voir reprocher une démarche prosélyte, mais également d'une certaine façon leur incompetence sur un sujet particulièrement épineux. Dans une étude menée en 2022 par l'Institut Harris, donc une étude menée à l'échelle internationale, les médias évoquent notamment une couverture éditoriale des religions en baisse. Pour des questions de financement, ils ne disposent pas forcément du financement pour recruter des journalistes spécialistes du fait religieux. Par crainte aussi, nous disent-ils, d'erreurs d'analyse sur un sujet de plus en plus politisé, conflictuel, rendant très difficile finalement une analyse suffisamment nuancée au regard du temps et des ressources disponibles. En outre, les journalistes, toujours dans cette même étude, expliquent également que la religion ne constitue pas un facteur de mobilisation des lecteurs, du public. Par conséquent, les rédacteurs en chef encouragent assez peu la rédaction d'articles sur ces sujets, sauf s'il y a controverses, polémiques, scandales. C'est d'autant plus vrai en France. Si dans l'étude précitée, 56% des personnes interrogées souhaitent une plus grande couverture des actualités liées aux religieux, Ils ne sont que 37% à le vouloir en France, 63% affirmant au contraire qu'ils souhaiteraient un traitement moins fréquent de l'actualité religieuse. Traiter de façon marginale des faits religieux, les appréhender comme vidés de leur contenu spirituel ou confessionnel, renforce finalement la décomposition de la culture religieuse des Français, constatée par ailleurs par Daniel Hervieux-Léger.

Mais ce traitement tend à confirmer une vision de la laïcité qui ne pourrait faire place aux religieux,

même dans l'espace public. Le sondage CSA de 2024 auquel s'était associé le Sénat a été évoqué dans la présentation de ce colloque. Il montre ainsi que pour près de 60% des Français, la laïcité signifie une exclusion des religions de l'espace public. Ce chiffre montre même à 86% si l'on ajoute les répondants qui ne savent pas si cela est le cas. Une laïcité, donc exclusion des religions de l'espace public. Il n'en est rien, nous le savons.

Deuxième temps, un traitement spécifique du catholicisme, ou le maintien d'une catholicité en France. En tout cas, un traitement médiatique des faits religieux qui ne serait absolument pas neutre. C'est un autre point qui distinguerait la France du reste du monde occidental, cette catho-laïcité. Il s'agit d'une laïcité qui entretient une relation particulière au catholicisme liée à l'histoire et à l'imaginaire national. Visite des présidents de la République au pape, jour férié correspondant à des fêtes catholiques, héritage chrétien de la France souligné par Emmanuel Macron, entre autres exemples. Cette relation particulière entre laïcité et catholicisme se traduit-elle dans les médias ? Il me semble que oui. Je m'appuie ici sur deux exemples.

Le premier concerne le temps consacré à chaque religion ou confession le dimanche matin sur France 2. Le deuxième concerne la question des prières de rue. Je ne m'attarderai pas trop sur le premier exemple. Les chemins de foi que vous avez précédemment évoqués regroupent des émissions sur les différents cultes présents en France. Il ne s'agit pas d'une analyse journalistique des faits religieux, mais bien d'une émission religieuse diffusée sur une chaîne du service public. Or, le catholicisme est clairement privilégié dans la part d'antenne qui lui est accordée. Sur les 3h30 des chemins de foi, le bouddhisme bénéficie de 15 minutes d'antenne 30 minutes pour l'islam, environ 30 minutes pour le judaïsme, mais la durée varie d'une semaine à l'autre. L'église orthodoxe dispose de 30 minutes une fois par mois, le protestantisme à l'antenne 30 minutes par semaine. 1h30 sont enfin dédiées au catholicisme. Si l'on pourrait rétorquer à juste titre que les catholiques sont les plus nombreux en France, la laïcité suppose que l'État ne favorise aucun culte. La laïcité suppose la neutralité de l'État vis-à-vis des cultes. On pourrait donc attendre une égale répartition du temps d'antenne accordé aux différents cultes présents en France. On pourrait donc également attendre un temps dédié aux spiritualités alternatives ou même aux non-religieux.

Concernant le deuxième exemple, il s'agit ici de comparer le traitement médiatique des prières de rue. Deux religions seront comparées ici, l'islam et le catholicisme. Pour l'islam, j'appuie mon

propos sur la publicisation de prières de rue effectuées par les musulmans dans le quartier de la Goutte d'Or à Paris au début des années 2010. N'ayant pas de lieu de culte suffisamment grand permettant leur accueil, des musulmans priaient dans la rue chaque vendredi. La médiatisation de ces prières s'est effectuée à la suite de deux événements. Le premier, c'est l'organisation d'un apéro saucisson vin rouge face à la mosquée et une interview de Marine Le Pen en décembre 2010 dans laquelle elle évoque une occupation du territoire. La médiatisation de ces prières s'est dès lors largement accélérée. Or, le débat qui portait originellement sur un phénomène social, des prières dans la rue, évolue vers un problème de non-conformité au principe de laïcité. Cette évolution est perceptible dans les médias. Ils ont ainsi particulièrement repris les propos de Claude Guéant prononcés en septembre 2011 alors qu'il est ministre de l'Intérieur. Dans un entretien accordé à LCI, RTL et Figaro, il explique vouloir faire cesser les prières de rue, précisant, je cite, que sa vigilance sera sans faille pour que la loi soit appliquée. Prier dans la rue n'est pas digne d'une pratique religieuse et contrevient au principe de laïcité. Il ajoute plus loin que l'espace public soit ainsi approprié n'est pas conforme au principe de laïcité auquel les Français sont très attachés. Ces propos ont été repris dans de nombreux autres quotidiens. La prière de rue est alors présentée comme contraire au principe de laïcité. La question même de la légalité de ces prières n'est alors globalement pas ou peu interrogée par les médias. Le traitement médiatique réservé aux prières de rue effectuées par les catholiques est tout autre. Il est aujourd'hui quasiment absent. L'initiative intitulée « La France prie », par exemple, lancée, je cite, par des laïcs catholiques pour promouvoir et multiplier la récitation du chapelet pour la France dans l'espace public, pour confier ainsi cet espace à la Sainte Vierge et obtenir d'elle le retour de la paix et de la liberté dans le respect du droit naturel dans la société française, cette initiative n'est pas relayée ou à peine par la presse, parfois la presse locale, alors qu'elle revendique l'organisation de près de 3000 chapelets. De même, la prière organisée début octobre 2024 sur la passerelle Debilly à Paris pour réparer le blasphème de la cérémonie des Jeux Olympiques n'a été que peu relayée par les médias. Elle a rassemblé 250 catholiques. Les articles traitant du sujet, lorsque la question religieuse était soulevée, ont pu rappeler cette fois la conformité du rassemblement avec la loi. Ils ont souligné que le blasphème ne constitue pas un délit en France. Les articles ont également insisté sur le profil politique des participants plus que sur leurs croyances et pratiques. Ces deux exemples illustrent une spécificité peut-être du traitement médiatique des faits religieux avec un traitement particulier lorsqu'on associe catholicisme et laïcité.

Je voudrais évoquer avec vous un troisième point, un traitement médiatique qui accentue une

approche sécuritaire de la laïcité. C'est le dernier point que je souhaiterais aborder avec une approche qui va mettre en exergue la laïcité comme principe juridique. Cela accentue l'idée d'une laïcité sécuritaire, pour reprendre l'expression notamment de Philippe Portier, au détriment de ce qu'elle peut sous-entendre au contraire en termes de liberté, et plus particulièrement en termes de liberté de conscience. Plusieurs points l'expliquent à mon sens. Le premier concerne une évolution de la société dans son ensemble vers une laïcité synonyme de restriction des libertés, afin essentiellement d'encadrer l'islam et la pratique de cette religion. Ici, les médias traduisent cette évolution de la société avec, effectivement, depuis une vingtaine d'années, une succession de lois qui ont pu être adoptées concernant la laïcité, même si ce n'est pas toujours ce principe qui a été mis en valeur.

La loi de 2004 qui interdit le port du signe religieux à l'école publique. La loi de 2010 qui interdit le port du voile intégral dans l'espace public, la loi de 2016 qui permet aux entreprises d'instaurer la neutralité religieuse dans leur règlement intérieur, celle de 2021 qui rigidifie les règles d'organisation des associations culturelles et culturelles. Les médias ont largement couvert ces évolutions juridiques nées de débats sociétaux intenses sur la question. Ils répondent finalement ici à leur rôle d'information.

Deuxième point, les médias informent, c'est là leur rôle premier, mais l'information peut être quelque peu orientée. Ils informent surtout sur une actualité conflictuelle, une actualité souvent basée sur la polémique ou parfois le scandale. Le choix du sujet n'est pas neutre, la façon de traiter le sujet ne l'est pas non plus. Cela explique l'absence de certaines religions de la sphère médiatique, comme le protestantisme, ou l'absence de médiatisation de courants libéraux ou peut-être plus progressistes au sein des religions. Or l'islam, en matière d'actualité religieuse, constitue souvent un sujet clivant, régulièrement avancé en problèmes politiques et faisant de fait l'objet de nombreuses législations. Une étude menée par Odile Rondiot l'illustre en 2013-2014, lorsque Le Monde traite de l'islam, 12 articles concernent le voile à l'université ou dans le cadre de sorties scolaires. Soit plus de la moitié ou environ la moitié des articles consacrés à cette religion en France. Lorsque le journal traite de laïcité, nous dit-elle, il s'agit là encore de questionnements liés au voile, en lien notamment avec l'affaire Babylou. Or, la laïcité est alors avancée comme un outil permettant de résoudre ces questions par une restriction de liberté individuelle.

Troisième point, cette actualité conflictuelle, doublée de ce que nous avons évoqué précédemment, à savoir peut-être le manque de formation des journalistes sur les questions religieuses, le manque de temps aussi, pour approfondir cette thématique, font que les journalistes s'appuient régulièrement sur le droit lorsqu'ils traitent de religion, sur une information avérée sur laquelle ils ne pourront pas être contestés. La législation constitue un support pratique, ici, et pertinent, facilement mobilisable par les rédacteurs. Le problème est qu'un tel traitement de l'information religieuse biaise la compréhension de la laïcité par les Français. En représentant le sondage CSA évoqué précédemment, pour 54% des Français, la laïcité suppose une intervention de l'État pour limiter l'influence des religions. Donc 54% estiment que la laïcité suppose une intervention de l'État pour limiter l'influence des religions, quelle qu'elle soit. Si l'on ajoute les personnes qui ne savent pas si cette affirmation est vraie, le pourcentage monte à 85% de la population. La laïcité, bien entendu, ne vise pas à une intervention, n'a pas pour objectif la limitation de l'influence des religions.

Pour conclure, plusieurs problèmes découlent, à mon sens, du traitement médiatique des faits religieux tel qu'il est proposé par la presse traditionnelle. Le premier est qu'en exposant une analyse ex-culturée du religieux, les Français perdent les codes pour décrypter l'information religieuse et la laïcité. Comment comprennent-ils la montée du nationalisme religieux aux États-Unis, en Inde ou même en Europe ? Comment comprennent-ils le retour dans l'espace public d'expression du religieux par des groupes traditionnalistes, par exemple ? Comment comprennent-ils, même à l'échelle internationale, les luttes qui s'appuient au moins en partie sur des questions religieuses ? Le deuxième problème, à mon sens, est que ce traitement renforce l'idée d'une laïcité qui ne serait pas si neutre vis-à-vis du religieux, en attribuant un traitement quelque peu spécifique envers le catholicisme lorsqu'il est question de laïcité, en lui assurant une couverture peut-être médiatique dont ne bénéficient pas d'autres religions ?

Dernier problème, à mon sens, c'est qu'en mettant autant en exergue une laïcité sécuritaire, restrictive des libertés individuelles, un autre volet tout aussi important de la laïcité est eu par les médias. Celui d'une laïcité qui valorise le libre arbitre, qui garantit la liberté de conscience. D'une laïcité qui constitue un outil et qui garantit le libre exercice des cultes. A force de s'appuyer sur une vision conflictuelle des faits religieux, les médias omettent des courants plus progressistes, peut-être plus constructifs, ceux qui, certes plus discrets, œuvrent pourtant davantage au vivre ensemble. Je vais m'arrêter là. Merci.

Shérif Toubal : Bonjour, Toubal Shérif. Mon accent va me trahir certainement, donc autant le dire tout de suite. Je viens du Sud. Par tous les chemins, j'y reviendrai. Je crois que je n'y suis jamais vraiment parti d'ailleurs. Donc, il s'avère que je suis docteur en psychanalyse aussi et aussi auditeur. Et nous construisons ce colloque aujourd'hui, effectivement, dans le cadre de l'IHMR. Je voudrais d'abord préciser l'entame de la deuxième partie, je dirais. La première partie fut très riche et je suis chargé de construire les questions qui vont peut-être venir et à vrai dire je ne sais pas par où commencer tant les apports sont riches et diversifiés. Peut-être on va commencer par appeler les participants, donc monsieur Khaled Bencheikh- président de la Fondation de l'Islam de France, à la table, merci bien. Monsieur Loup Besmond – journaliste et rédacteur en chef adjoint du journal la Croix- et M. Elie Korchia – président du consistoire central israélite de France- qui va nous rejoindre, j'imagine, un peu plus tard.

Pascal Roos : Merci beaucoup, Shérif Toubal et moi-même, Pascal Roos, également auditeur de cette 11e session, et très content d'avoir pu être à la manœuvre pour organiser ce colloque. Cette table ronde va s'articuler autour de deux questions principales. On a fait cette tentative de structuration un petit peu des débats, mais comme l'a dit Shérif, on a vu la richesse des deux présentations, un cadrage qui ouvre tellement de pistes que voilà, on voit bien que sans doute on être amenés à sortir un petit peu des sentiers que nous avions imaginés.

Mais en tout cas, voilà les deux temps de cette table ronde. Dans un premier temps, on va revenir sur la question de la responsabilité des médias dans la couverture des religions et en quoi, effectivement, cette responsabilité peut être caractérisée ou pas et en quoi, ce qu'on peut attendre en principe des médias. Et dans un deuxième temps, on va vraiment s'intéresser à la pratique médiatique et donc, même s'il y a déjà des pistes très intéressantes qui ont été soulevées sur ce qui est fait aujourd'hui, ce qui pourrait être fait différemment, ce qui est difficile dans le traitement des religions au service de la construction d'une vision positive de la laïcité.

Et donc, je vais, pour ma part, appeler les trois autres participants à cette table ronde. Je vais commencer par Virginie Larousse - rédactrice en chef adjointe au Monde et qui est en particulier en charge du Monde des religions. Je vais appeler le père Laurent Stalla-Bourdillon, qui est

directeur du service pour les professionnels de l'information à la Conférence des évêques de France, et Jean-Pierre Constantin, qui est médiateur à France Média Monde. Et je vous remercie évidemment tous les six pour avoir accepté de participer à cette table ronde et pour ce temps d'échange dont la première partie sera animée par Shérif Toubal. Et pour ma part, j'interviendrai sur la deuxième partie de ces échanges.

Shérif Toubal : Alors, oui, je précise, nous aurons à l'issue de nos échanges, un temps de parole avec la salle. Vous aurez aussi la parole en espérant que tout ça vienne créer une sorte d'émulation.

Peut-être pour ouvrir les débats, juste rappeler selon une étude d'opinion via Voice, en l'occurrence pour l'Observatoire de la laïcité, qui date de 2021, 40% des Français estiment que l'on ne parle pas assez de la laïcité. Il existerait aussi un clivage générationnel. 74% des plus de 66 ans donnent une définition correcte de la laïcité, alors qu'ils ne sont que 42% chez les 35-64 ans, et ça remonte à 49% chez les 18-34 ans. L'attachement à la laïcité, selon ce qu'on remarque à travers cette étude, serait proportionnel à la connaissance qu'ils peuvent aussi en avoir. C'est un peu technique tout ça, mais ce qui m'intéresse là-dedans, c'est vous qui êtes des acteurs, à la fois du monde médiatique et du monde religieux. L'idée, c'est de ne pas vous confronter, c'est pour ça qu'on vous a mélangé.

J'aimerais quand même revenir aussi sur un des points qui a été abordé, que j'ai trouvé particulièrement intéressant, sur une laïcité sécuritaire. Est-ce que vous qui êtes acteurs, est-ce que vous pourriez dire qu'effectivement il existerait une laïcité sécuritaire ? Ce n'est pas du tout la question qu'on avait prévue, mais ce n'est pas grave. Je ne sais pas, qui veut prendre la parole sur cette idée d'une laïcité sécuritaire ? peut-être M. Bencheik ?

Ghaleb Bencheik : C'était au moment où je me disais que je ne me sens pas habilité à en parler le premier, mais je parlerai volontiers. Ce n'est pas qu'un simple exercice de style que tout orateur se croit obligé de dire en début d'exposé, mais je suis extrêmement heureux d'être là, ça me fait plaisir. Et surtout qu'au sein de l'Institut des hautes études du monde religieux, il y a des débats sereins et on prend à bras le corps avec beaucoup de sérieux les problématiques de notre société contemporaine. Je voudrais encore dire un mot avant de répondre à la question, mon cher Shérif. Je le dis dans ce temple de la démocratie et sous la voûte commune de la laïcité, je souhaite joyeuses fêtes de l'Aïd à mes compatriotes musulmans. Et je souligne leur dignité, qui sont par

centaines de milliers, voire des millions, à vaquer d'abord à leurs occupations et à s'acquitter de leurs devoirs civiques, puisqu'aujourd'hui, ce n'est pas férié, j'allais dire, pour la composante islamique de la nation. Ceux qui ont pu aller prier ce matin ont pu le faire, s'ils avaient eu cette possibilité. Les autres vont différer les réjouissances à ce soir ou à demain, puisque c'est un week-end. Et c'est aussi une fête, et c'est la fête principale, qu'il ne faut surtout pas appeler la fête du mouton. Parce que le pauvre mouton n'est pas à la fête et les musulmans ne fêtent pas un mouton et ce n'est même pas une prescription religieuse absolue. Donc je commence par ça.

Maintenant, y a-t-il une sécurité laïque, une laïcité sécuritaire ? Quand j'ai entendu l'épithète accolé à laïcité, je m'étais dit « ah » voilà encore un autre adjectif, c'est la fameuse laïcité adjectivée. Les grammairiens nous ont mis en garde, nous ont dit méfiez-vous de l'adjectif qui affaiblit le substantif. Mais on éprouve le besoin de qualifier un substantif quelconque quand il n'est pas autosuffisant au niveau conceptuel.

Je voulais simplement répondre à la question sur cette idée de laïcité sécuritaire, en commençant par dire qu'on qualifie lorsque le concept n'est pas autosuffisant. C'est pour ça qu'on parle de laïcité positive, ouverte, intelligente, inclusive, ce qui sous-entend qu'il y a des antonymes, c'est-à-dire une laïcité négative, fermée, stupide et exclusive. Et donc là, on a ajouté la laïcité sécuritaire. Je pense que le mot a été proféré bien avant le fameux rapport sur les frères musulmans, ou peut-être après. Mais l'idée d'une laïcité sécuritaire, c'est qu'il faut bien, en faisant appel à la sécurité, que l'on règle où l'on palie les problèmes de sécurité posés par une religion particulière. Lorsque je lis dans certains journaux que le frérisme est au sommet de l'État et pour cause, c'est que dans la délégation présidentielle qui est allée au Maroc, il y avait un humoriste qui serait, parce qu'on ne peut jamais dire si on est Frère musulman ou pas, qui serait Frère musulman, ça donne plus de la confusion qu'à une bonne explicitation des choses et une bonne intelligibilité de ces questions d'effets religieux au pluriel et de la laïcité.

Shérif Toubal : D'abord, oui, effectivement, j'ai oublié de le préciser également mais bonnes fêtes de l'Aïd à tous ceux qui le fêtent. Et puis je voudrais aussi, dans la continuité, avoir l'avis d'un journaliste, donc M. B e s m o n d , si vous voulez prendre la parole, sur est-ce qu'il existerait cette fameuse laïcité sécuritaire ? Comment elle est traitée dans les journaux ?

Loup Besmond : Merci de m'accueillir, moi aussi je suis très heureux d'être là. C'est l'occasion de

saluer le travail que fait l'IHEMR que j'ai croisé à de nombreuses reprises, notamment lorsque j'étais correspondant au Vatican, qui était l'une de vos sorties exotiques, parce que le Vatican c'est toujours exotique, et j'ai eu la chance de rencontrer quelques promotions de l'IHEMR. ce qui est intéressant dans ce concept de laïcité sécuritaire et dans le fait d'adjectiver effectivement la laïcité c'est que pour moi ça vient souligner que personne ne sait vraiment ce qu'est la laïcité ou en tout cas que la laïcité elle est à la fois utilisée comme prétexte ou comme instrument alors là en l'occurrence au service d'un idéal si on peut dire ou d'une visée sécuritaire Mais effectivement, à partir du moment où la laïcité porte un adjectif qu'elle soit ouverte, fermée ou sécuritaire, on peut déjà admettre, à mon sens, qu'il y a un loup sans vouloir faire de mauvais jeu de mots. Nous, en tout cas, la manière de traiter la laïcité à la Croix, donc effectivement on est un journal confessionnel, vous l'avez évoqué tout à l'heure, c'est de prendre le fait religieux et aussi de prendre la laïcité au sérieux, c'est-à-dire de pouvoir dire que le fait religieux, la religion, la spiritualité, c'est un fait sociétal, c'est une part de la vie de notre société. Et donc la laïcité, ce ne serait pas mettre de côté ce fait sociétal ou mettre de côté ce fait religieux en disant que ce serait un fait strictement privé ou inintéressant ou pas digne d'intérêt d'un point de vue médiatique. On considère que c'est une dimension de la vie des hommes et des femmes, et donc qu'à ce titre, il est traité comme une dimension importante de la vie sociale, mais comme quasiment un fait sociétal. Et donc c'est dans cette perspective-là que nous on aborde la laïcité, qui est effectivement le rapport des religions avec l'État.

Shérif Toubal : Ca m'interpelle parce que ce qu'on entend dans la doxa je dirais dans le discours ce qui est reçu est souvent pas entendu comme ça on entend au contraire la laïcité comme un principe qui serait plutôt contre les religions. Quelque chose qui est construit pour que la religion ne s'exprime pas. Vous seriez d'accord avec cette remarque ?

Loup Besmond : Pas du tout. Et quand vous prenez la définition de la laïcité dans la loi 1905, c'est pas du tout ça. Donc nous, on peut être à la fois dans une perspective confessionnelle, si on peut dire, et en ayant une perspective laïque. Alors vous allez dire qu'on tient une tension, ça c'est sûr. Mais pour moi, l'expression des religions dans l'espace public, elle peut se faire dans un cadre laïc et ce n'est pas uniquement dans un cadre... Ce n'est pas synonyme de relégation des religions dans la sphère privée. Vous parlez de Doxa et c'est la beauté de plusieurs médias dans ce pays. Il y a plein de médias différents et donc on peut avoir aussi des lignes différentes.

Shérif Toubal : Des lignes complètement différentes, je rebondis là-dessus. Je ne sais pas qui veut prendre la parole mais je continue sur cette vision-là car il me semble qu'il y a un écart énorme entre ce que dit la laïcité, sur le principe, sur la liberté de conscience, et la façon dont ce principe va être reçu dans le public. Et en particulier, pour avoir animé aussi des ateliers, dans certains quartiers, il a clairement été dit que « la laïcité, c'est contre nous ». Et la laïcité, c'est de l'athéisme. Je ne sais pas si parmi vous qui souhaite prendre la parole... Monsieur Jean-Pierre Constantin, qu'est-ce qu'il en est ?

Jean-Pierre Constantin : Bonjour à tous. D'abord, permettez-moi à mon tour de présenter mes vœux à tous ceux qui fêtent l'Aïd parmi vous. Ce n'est pas enfreindre au principe de laïcité que de le faire. Moi, je représente ici un ensemble de médias internationaux qui s'exprime en plusieurs langues, dont l'arabe, qui est, comme vous le savez, la langue sacrée de l'islam. Je parle sous le contrôle de Ghaleb Bencheikh qui va me corriger si je dis des bêtises. Nos publics qui sont très nombreux dans le monde entier sont extrêmement divers et différents. Il y a effectivement une grande partie de nos auditeurs, de nos téléspectateurs qui sont de confession musulmane, différentes confessions musulmanes, des sunnites, des chiites, etc... Leur perception de la laïcité, c'est ce que je peux rapporter en tant que médiateur, ce sont des réactions que je peux avoir, leur conception de la laïcité dite à la française est effectivement une conception de contre-religion, qui cherchent à opprimer les autres religions et particulièrement l'islam, en tout cas c'est vécu comme ça, j'entends parler des médias que des médias français mais quand on regarde un petit peu les médias étrangers comme Al Jazeera, qui ont des millions d'auditeurs, comme l'ensemble des médias musulmans, je dois vous rappeler simplement que quand on fait des études sur l'impact que nous avons dans un certain nombre de pays arabes, dans beaucoup de pays arabes, il y a une radio qui passe devant tout le monde, c'est le Coran. C'est la radio qui, toute la journée, diffuse des versets du Coran. Et on voit à quel point nous, la BBC, etc., nous sommes petits à côté d'une radio religieuse.

Donc ça remet un petit peu les choses à leur place. Le fait religieux dans le monde est extrêmement présent, extrêmement puissant. La laïcité a connu dans le monde musulman des expériences diverses. Elle a été appliquée dans des pays musulmans comme la Turquie, par

exemple. Elle a été appliquée également, même si c'est discutable, dans des pays comme la Syrie où l'Irak, qui était des pays dominés par le parti basse nationaliste arabe, elle a souvent d'ailleurs été appliquée par des partis nationalistes. Quand j'entends parler d'une récupération de la laïcité par le Rassemblement national, Ce n'est pas la première fois que la laïcité est utilisée comme instrument politique. Lorsqu'on parle de religion, les médias n'ont pas le monopole du discours sur les religions, n'ont pas le monopole de l'information sur les religions. À RFI, nous avons une émission consacrée aux faits religieux qui est très bien perçue par l'ensemble des auditeurs, qui a toujours eu de très bonnes réactions. On parle sans tabou de toutes les religions. On parle sans tabou de tous les problèmes religieux. Après, je vous ai entendu depuis tout à l'heure parler de religion. Il y a beaucoup de notions différentes qui sont intégrées dans ce terme de religieux. Il y a la religion, bien sûr, comme expérience spirituelle, comme foi, comme croyance profonde. Il y a la religion comme fait de société, comme folklore, si vous voulez, comme tradition, comme histoire. Et puis il y a aussi la religion, on ne peut pas le nier, ça a existé à toutes les époques et dans toutes les religions, comme fait identitaire. On s'identifie, mais au sens quasi nationaliste du terme, et je pèse mes mots, à sa religion.

La religion devient une forme de nationalisme, une forme de parti politique, d'exclusion de l'autre, une forme de revendication qui peut parfois devenir violente, qui souvent dans l'histoire est devenue violente. Je pense aux croisades, je pense à l'Inquisition, je pense aussi à ce qu'on appelle le djihadisme. J'ai en tant que médiateur à France Média Monde des lettres ou des mails d'auditeurs ou de téléspectateurs musulmans qui contestent l'utilisation du mot djihadiste pour qualifier par exemple des groupes terroristes parce, que disent-ils, le djihad c'est quelque chose de bien, de positif, de sacré. « Comment osez-vous ? Il faut les traiter par leur nom ». Bref, on met sous le vocable religion des concepts très différents. Il conviendrait de les séparer Je ne veux pas être trop long parce que je sens que je parle beaucoup. Je pense que c'est très important. Un dernier point simplement lorsqu'on parle de médias. Je suis un peu frappé d'entendre parler uniquement des médias français et uniquement des médias classiques. Aujourd'hui, il y a une véritable invasion de l'espace public, de l'espace médiatique par les réseaux sociaux. Qui, effectivement, comme l'a dit monsieur, sont portés par l'intelligence artificielle, mais il ne faut pas oublier aussi le poids de la bêtise naturelle qui reste très prégnante dans les réseaux sociaux. Voilà, merci.

Shérif Toubal : Oui, effectivement, l'option qu'on a choisie, c'est de rester sur des médias classiques.

On savait très bien, dans le travail qu'on a fait en amont, que M. Douyere devait intervenir aussi sur les réseaux sociaux. Mais voilà, ça a été effectivement l'option choisie. Alors, peut-être donner la parole à M. Eli korchia ? Peut-être juste rappeler une statistique puisque d'après la même enquête, 67% des Français pensent que la laïcité aujourd'hui est en danger. Est-ce que cette statistique vous intéresse ?

Elie Korchia : Oui, le chiffre m'intéresse et d'ailleurs, je pense que lorsqu'on voit les chiffres qui nous ont été transmis, je crois qu'il y a un chiffre qu'il faut bien avoir, c'est le chiffre de celles et ceux qui ne comprennent pas bien le concept de la laïcité déjà. Et je pense d'ailleurs que les chiffres sont un petit peu optimistes, ce qu'on a vu sur les 18-34 ans, sur cette tranche-là, et sur la bonne compréhension de la notion même de laïcité. Avant de voir si elle est en danger, je crois qu'il y a une mauvaise connaissance de la laïcité, de ce qu'elle représente, de ce qu'elle englobe, et je pense qu'on a beaucoup à faire pour mieux faire comprendre, notamment à la jeune génération, si j'ose dire, c'est-à-dire les 18-34 ans, ce que correspond la laïcité à la française. Et je dis bien à la française puisque nous avons quelque chose d'assez unique dans le monde, c'est cette façon que notre pays a eu de s'arroger cette question, de prendre à bras le corps, avec notamment la loi de 1905, ces questions autour de la laïcité, et effectivement je crois que le premier combat, il est là. La première action qui me paraît vitale, essentielle pour moi est là, c'est cette compréhension de la laïcité, et malheureusement ce que l'on voit très régulièrement, et je le vois dans mes fonctions de président du consistoire de France à travers tout le territoire national, mais aussi on peut le voir sous un versant plus juridique, et je le dis devant mon confrère et ami M. le bâtonnier Burguburu, on voit bien que malheureusement cette conception de la laïcité à la française n'est pas connue, et que certains voudraient aujourd'hui dévoyer même le terme laïcité et le concept de laïcité pour en faire finalement une négation des religions alors que c'est tout à fait le contraire et que le judaïsme français notamment après 1791, Septembre 1791, cette entrée des juifs au sein de la citoyenneté française, 1806, les prémices de la création du consistoire avec l'assemblée des notables, et bien sûr 1808 avec la création du consistoire central de France après le grand Sanhédrin, et bien il y a une acceptation des valeurs de la République par le judaïsme. Une acceptation ensuite de la laïcité à partir de 1905 et de la loi de 1905 et on a effectivement une volonté de respecter totalement, parfaitement le concept même de laïcité. Or aujourd'hui qu'est-ce qu'on voudrait nous faire croire ?

On voudrait finalement nous faire croire que la laïcité est quelque part l'ennemi des religions et quelque part une volonté d'être dans la négation, de gommer ce qui peut faire sens au niveau de l'apport des religions dans le pays. Alors oui, je grossis le trait, mais c'est comme ça qu'aujourd'hui on ressent cette situation et les problèmes que nous avons avec la laïcité. Pour vous donner un exemple concret, on le voit notamment lorsqu'il y a certains examens pendant les principales fêtes du calendrier juif au niveau des grandes écoles et au niveau de certaines universités. C'est quelque chose qui se réglait relativement facilement il y a encore une trentaine d'années, une vingtaine d'années. Et on voit un durcissement de la notion de laïcité, une rigueur. Pour ne pas dire une intransigeance de plus en plus forte, qui fait qu'on a certains étudiants qui, avant, avaient toujours le moyen assez facilement de trouver avec la fac, avec la grande école, le moyen de passer l'examen sans qu'il y ait de difficultés, juste pendant cette date-là, entre leur foi et l'examen qu'ils doivent passer, et on voit bien qu'il y a un durcissement, on voit bien que certains se retranchent aujourd'hui derrière le concept de laïcité pour finalement imposer des choses, et je pense à ces étudiants d'une façon beaucoup plus difficile, beaucoup plus dure et l'examen qu'ils doivent passer et on voit bien qu'il y a un durcissement, on voit bien que certains se retranchent aujourd'hui derrière le concept de laïcité pour finalement imposer des choses et je pense à ces étudiants d'une façon beaucoup plus difficile, beaucoup plus dure. Donc voilà, aujourd'hui je dirais que la principale, pour moi, la principale mission que nous devons tous avoir et tout avoir, qu'on soit représentant des cultes, qu'on soit représentant des médias, universitaire, juriste, c'est avant tout de faire mieux comprendre le concept de laïcité parce que je pense que de la méconnaissance naît aujourd'hui des comportements inappropriés dont font preuve certaines personnes à l'encontre des personnes qui effectivement sont dans cette situation.

Shérif Toubal : Merci pour la clarté de cette réponse aussi, puisqu'elle va me permettre de rebondir, justement, auprès de Mme Larousse, sur une question sur le journalisme aussi. Ce qui nous a traversé, quand on a construit le colloque, était une question sur le journalisme, au sens large, a-t-il une visée plus informative ou pédagogique aussi, ou pas du tout ?

Virginie Larousse : Alors déjà, je passe aussi par le traditionnel message de bonjour à toutes et à tous et je vous remercie en particulier l'IHEMR pour cette invitation. Je suis très heureuse d'être parmi vous et de retrouver Xavier Guézou que je connais depuis longtemps. Pour répondre à votre question, il se trouve que je travaille pour le journal Le Monde. Contrairement à mon honorable

confrère Loup Besmond, il s'agit évidemment d'un média laïque. Nous ne nous situons pas dans une perspective confessionnelle. Néanmoins, pour répondre à votre question, nous sommes trois au journal Le Monde à couvrir les questions de religion à l'heure actuelle. Je m'en occupe plus du point de vue des idées, de la vie intellectuelle, de la culture religieuse, de l'histoire des religions. J'ai deux collègues au service société qui s'occupent plus des aspects institutionnels et des aspects liés à l'actualité. Ce qui nous permet, du coup, d'être présents sur les deux fronts, entre guillemets, de ce que vous parlez, de la question que vous m'avez posée, pardon. À savoir, on est à la fois dans une dimension d'information sur les religions. Donc là, tout à l'heure, Anne Lancien nous parlait justement de la couverture lors de la mort du pape François. Évidemment, on a, nous aussi, abondamment... couvert l'événement. Je comprends les auditeurs parce que parfois moi-même je trouvais qu'on en faisait un peu trop, mais c'est vrai que c'est un événement mondial, donc en effet on est très présent.

Donc là, on a une vocation effectivement d'information, mais alors ça me concerne particulièrement puisque moi je m'occupe de la rubrique Le Monde des religions, on est aussi dans une approche pédagogique en fait du sujet, qui ne soit pas juste de l'information sur l'actualité. Et on propose beaucoup de rubriques de décryptage sur l'histoire des religions, les fêtes religieuses dont Ghaleb Bencheikh nous parlait tout à l'heure notamment. Alors c'est vrai que jusqu'à une date assez récente, on faisait plutôt des décryptages religieux sur les religions, on va dire, moins familières de la culture française. Je ne vous fais pas de dessin, évidemment, très marqués par le christianisme. Et donc on faisait plutôt du décryptage sur l'islam, le bouddhisme, l'hindouisme, etc.

Sauf qu'on s'est rendu compte que depuis quelques années, le christianisme est devenu presque une sorte d'ethnologie pour nos concitoyens. Et en fait, on s'en rendait compte en regardant les commentaires tout simplement des lecteurs qui se plaignaient qu'on proposait un décryptage sur ce que signifie par exemple la fête du ramadan, mais qu'on ne proposait pas l'équivalent pour la fête de l'ascension.

Et de fait, on s'est rendu compte que le décryptage également sur le christianisme, le catholicisme intéresse énormément les lecteurs. C'est pour ça que je suis toujours surprise d'entendre que les sondages disent que les Français veulent moins de religion dans les médias, parce que nous, en tout cas au monde, l'expérience qu'on a, c'est que les lecteurs sont très friands, si j'ose dire, de

religion, même si c'est beaucoup à des fins polémiques, c'est beaucoup pour critiquer, mais ils lisent avec plaisir ces rubriques et on se rend compte qu'il y a en effet toute une culture qui se perd et il y a une dimension nécessaire de pédagogie, ce qui nous permet aussi d'avoir une approche un peu plus bienveillante et un peu plus distanciée par rapport à nos sujets. Et pour évoquer une petite anecdote, ce matin, justement, j'habite en banlieue et je reçois des textos d'un de mes voisins, accompagné d'un grand renfort de photos, qui me disait « Virginie, je suis au RER et il y a plein de gens avec des tapis de prière, tu vois bien que ce n'est pas un mythe ». Et là, je lui réponds, « don't panic », et non pas « don't like », « c'est l'Aïd, une des fêtes très importantes pour les musulmans, et donc, voilà, c'est juste la fête de l'Aïd, ne t'inquiète pas ». Donc la pédagogie est effectivement très importante.

Shérif Toubal : Ce que vous dites là fait référence aussi je pense à Olivier Roy qui a écrit un ouvrage sur la sainte ignorance cette idée qu'il faut rester dans quelque chose de l'ordre de l'ignorance y compris d'ailleurs par rapport à ce qui a été mentionné tout à l'heure sur l'islam, je pense à la question du djihadisme par exemple, l'idée c'est surtout de ne rien savoir pour continuer à être aussi violent éventuellement. Enfin, je laisse ici la parole à mon collègue.

Pascal Roos : Merci beaucoup, Shérif. J'avais l'intention, bien sûr, de vous solliciter, mais tout en poursuivant, évidemment, de façon fluide, l'analyse et la réflexion collective. Et justement, je voulais m'adresser à vous, cher père Laurence Stalla-Bourdillon, pour vous interroger sur la perception qui est la vôtre justement, peut-être sur ce qui a été dit en propos introductif sur le traitement neutre des religions puisqu'on a bien vu qu'il y a une relation assez évidente entre la question de la laïcité et de sa compréhension et la manière dont on peut traiter les religions et donc ce serait intéressant que vous nous disiez aussi, sentez-vous libre aussi bien sûr de compléter les propos sur d'autres sujets, mais en particulier comment de votre place vous percevez ce traitement neutre. Comment vous voyez ça ?

Père Stalla-Bourdillon: Merci beaucoup, je suis Laurent Stalla-bourdillon et je suis un prêtre du diocèse de Paris et je dirige un service qui s'appelle le service pour les professionnels de l'information. C'est tout à fait dans ce sens-là. Je dirais un mot sur la question de la laïcité sécuritaire. Ce service et l'objet de mon travail, c'est effectivement la diffusion de la connaissance religieuse dans l'opinion publique. Où accède-t-on à la connaissance religieuse ? Qui informe qui ?

Et d'où viennent les informations que vous avez au sujet des religions ? On pense souvent que parfois dans notre institution, l'église catholique, on entend souvent que les gens ne savent plus rien. Et en fait, ils ne savent plus rien de ce qu'on voudrait qu'ils sachent. Mais ils savent des choses, parce que quelqu'un qui ne sait rien, en fait, ça n'existe pas. Sauf qu'ils ont accès à des connaissances religieuses qui viennent par d'autres canaux que les canaux traditionnels. Donc la création de ce service en 2018 est née de l'intuition selon laquelle, en vertu du fait de la sécularisation de la société française, les cultes tous confondus, toutes les familles religieuses confondues, ne touchent pas plus de 20% de la société française. Je veux dire par là que la pratique religieuse et l'intérêt pour la religion est en chute libre, si vous voulez. Autrement dit, par effet mécaniquement, les médias sont devenus le premier prescripteur de connaissances religieuses. Ils ne le font pas à dessein parce qu'ils ont envie de prescrire, ils le font parce qu'ils sont les informateurs et que l'opinion publique prend de l'information religieuse de ce que les médias vont en dire. Autrement dit, d'où l'intérêt de savoir qui raconte quoi, comment ça circule, et qui s'empare de la question religieuse dans le monde des médias. Sur la question de la laïcité sécuritaire, c'est une manière de dire que les religions sont une menace. C'est la traduction. S'il faut sécuriser l'espace public, c'est que les religions sont une menace. Donc il faut se protéger des religions. Ça veut dire que se diffuse dans l'opinion l'idée communément répandue que les religions représentent une menace. Alors il faut essayer de comprendre pourquoi, il faut essayer de comprendre qu'on est menacé par l'autre dans sa différence, mais surtout qu'on ne le comprend pas. Et ce que je voudrais surtout dire, c'est qu'il y a un déficit de laïcité, certainement d'intelligence de la laïcité dans notre pays. Quand on ne comprend pas que la laïcité, si c'est bien une loi de séparation, pour séparer, il faut que les deux réalités qui sont séparées existent. Vous comprenez que ce n'est pas la neutraliser ou les faire disparaître, c'est leur permettre d'exister en tant que telles. Donc il faut qu'elles vivent l'une et l'autre, l'État qui vive et que les religions vivent aussi. Mais la question sur la laïcité, c'est donc la capacité qu'a l'État français de faire vivre ensemble des religions. Mais pour qu'elles vivent ensemble, il faut encore qu'on s'intéresse à ce qu'elles sont. Et s'intéresser à ce qu'elles sont, c'est les faire connaître. Et moi, de mon point de vue, ce qui me frappe, et je le dis, il se trouve que je forme des enseignants par ailleurs, mais je suis toujours frappé de voir la difficulté que nous avons à dire de quoi ça retourne. C'est quoi le contenu ? On évoque à longueur de journée des questions d'islam, des questions de judaïsme, des questions de christianisme, mais c'est quoi le fond ? De quoi ça cause ? Et donc ça veut dire : qu'est-ce qu'il y a en elles qui potentiellement sont de nature à nous intéresser tous ? Et ça n'est pas le fait de savoir ce qu'ils croient, j'ai l'exemple de l'Aïd, on pourrait dire que si on savait, on ne s'inquiéterait pas,

on ne commencerait pas à paniquer.

Pourquoi ? Parce qu'on connaît le calendrier, parce qu'on connaît les fêtes. Et ça veut dire qu'on devrait tous acquérir davantage de connaissances, c'est-à-dire d'estime pour ce que les autres croient. Quant à savoir si je le partage ou pas d'un point de vue de la foi, c'est autre chose. Mais il est certain qu'une forme de laïcité qui vise à se protéger d'eux va faire que je ne vais surtout pas commencer à faire apprendre ce dont ça retourne. La possibilité que les gens finissent par le croire serait dangereuse. Je vais m'arrêter là, mais ça veut dire qu'en fait, il y a quelque chose dans les religions qui mérite d'être davantage explorée. Faute de quoi ? Elles sont réduites à ce qu'elles sont dans la visibilité sociale, c'est-à-dire code alimentaire, code vestimentaire et pratique de prière. Une fois qu'on a dit ça, pour moi, on n'a rien dit des religions. D'ailleurs, ça peut changer. C'est quoi le fond ?

Pascal Roos : Je vais prolonger vos propos en faisant un petit détour par des éléments de sondage sur lesquels nous sommes appuyés également pour préparer cette table ronde et qui mettent en avant, donc c'est toujours l'étude via Voice pour l'Observatoire de la laïcité de 2021, que pour plus de 6 Français sur 10, les personnalités politiques instrumentalisent la politique. Et 52% des Français estiment que l'on ne parle de la laïcité qu'à travers la polémique. Donc ça rejoint votre propos, me semble-t-il, sur la manière dont on doit parler des religions et donc de la laïcité, puisque les deux sont extrêmement liés. Et ça m'amène à vous interroger, M. Ghaleb Bencheikh, justement sur cet aspect polémique. Comment est-ce que vous vous percevez le traitement des religions en général ? Est-ce que vous percevez cet aspect polémique ? Quelle est votre lecture ? Et pensez-vous qu'on puisse sortir de cette approche, en particulier par les médias mais pas exclusivement, des religions et donc de la laïcité qui est un peu enfermée dans cette polémique d'une certaine manière ?

Ghaleb Bencheikh : J'ai appris dans ma maigre expérience de vie d'aborder les questions quand elles relèvent d'une certaine polémique avec froideur d'esprit. Et donc, un, je me méfie de l'article laid qui est toujours abusif et problématique, je dirais plutôt des médias ou un certain nombre de médias, ou des médias selon leurs orientations, selon leurs lignes éditoriales. Et nous sortirions de l'ornière, et peut-être de la crise qui a assez duré, lorsque ceux qui traitent de ces sujets auraient une meilleure formation. Donc l'œuvre de Laurent est salutaire et peut-être il faudrait la multiplier et nous autres à notre niveau petit au sein de la Fondation de l'Islam de France qui

est une fondation laïque reconnue d'utilité publique et qui œuvre uniquement dans le champ culturel et civilisationnel.

Avant l'idée de monter, à la demande d'ailleurs d'une de vos prédécesseurs, Anne-Bénédicte Hoffner, un séminaire destiné aux informateurs et aux journalistes. Quand il y a au moins un minimum de formation et de connaissance, on débitera moins les billevesées, les fadaises, les idioties, les impérities d'analyse que nous entendons à longueur de journée. Je ne fais pas une fixation sur aujourd'hui, ce matin même à la radio, et pourtant ça partait d'une bonne intention, j'entendais sur une radio dite périphérique, mais qui se targue d'avoir beaucoup d'auditeurs, que c'est une fête importante et principale puisqu'elle ponctue la fin du jeûne du mois de ramadan. C'est à s'arracher les cheveux.

Voilà ce qui est dit parce qu'on voulait informer sans parler des coups de force sémantiques, du vocabulaire qui n'est pas maîtrisé et malheureusement une approche ou une fixation. Je n'ai jamais participé dans aucune approche de type victimaire, mais une focalisation malade sur le vil, le pervers, le négatif concernant la tradition religieuse islamique, qui, ne l'oublions pas, je ne suis pas pour une quelconque apologie mièvre, a sous-tendu une civilisation impériale. Nous le trouvons, ou nous le trouvons s'intéresser, et à juste raison, à l'archéomètre au Pérou, aux estampes d'Utamaro, je prends délibérément comme ça des cas extrêmes, mais on le trouve ignare devant les miniatures persanes, nous le trouvons, ou nous le trouvons s'intéresser, et à juste raison, à l'Aramu Muru au Pérou, aux estampes d'Utamaro. Jje prends délibérément comme ça de cas extrêmes, mais on le trouve ignare devant les miniatures persanes. Et c'est dû aussi à une certaine présentation biaisée. Alors, je réponds à une des questions qui a été posée. Les médias doivent-ils informer ou avoir une approche pédagogique ?

J'ai la faiblesse de croire qu'il faut qu'il y ait aussi une approche pédagogique parce que nous disions, nous avons lu, appris que les médias sont aussi un outil d'éducation éducative, de masse. Le mot masse n'est pas dépréciatif dans ma bouche. Les médias doivent être aussi un outil d'éducation populaire. Pour répondre directement à votre question, il y aurait moins de polémiques quand il y a davantage de connaissances. C'est vrai qu'il y aurait moins de polémiques si ceux qui aspirent à nous gouverner et qui sollicitent nos suffrages étaient un peu plus regardant, et je donne un exemple sans aucune, cette fois-ci, polémique de ma part. Nous avons un ministre chargé des cultes, censé être le garant du principe de laïcité. De mon point de vue, je le dis d'autant plus à l'aise que ma vision de ce qu'on appelle le voile, etc., m'a valu de

sérieuses inimitiés de la part d'une certaine frange de nos compatriotes musulmans. Je suis très à l'aise là-dessus. Je pense que ça n'a pas de fondement théologique, que c'est un marqueur identitaire et que nous devons le dépasser, etc. Mais avoir un ministre chargé des cultes qui dit « abat le voile », si au moins et à l'extrême rigueur il avait dit « abat le voile dans le sport », on pourrait peut-être l'entendre, mais le dire « abat le voile » tout court, je ne suis pas sûr qu'il soit dans son rôle. En levant « abat le voile » et mettant « abat la calotte ». Ou Ah bas, je ne sais trop quoi. Il n'est pas dans son rôle. Et donc, ça participe de ce climat général de polémiques, etc. J'ai envie de dire, si au moins, ce n'était que dans le contexte particulier du sport, et même, on devrait être regardant. J'ai trop parlé, parce qu'il y a encore un autre problème avec le mot islamophobie, c'est pour ça que je dis qu'il y a des coups de force sémantiques et un vocabulaire qui lui-même est problématique. Entendre toujours, je ne fais pas une fixation sur le bonhomme, nous ailleurs on dit « ah oui mais c'est une création des Frères musulmans, on ne va pas l'utiliser ». Et votre serviteur a même forgé un néologisme qui est la « mis-islamie » de mésos, grec, haine, qui renvoie en gros à la différence entre l'androphobie et la misogynie, ou la misandrie et l'androphobie. Donc allez, on met de côté l'islamophobie, mais il faut un mot, parce que s'il n'y a pas le mot, il n'y a pas la chose. Eh bien, on nous dit, mais ça a été créé par les Frères musulmans, donc on ne l'utilise pas. Mais c'est faux, factuellement c'est faux. C'est Alain Kélien qui, en 1910, l'avait utilisé pour la première fois. Maurice Delafosse, toujours en 1910, l'a utilisé pour la première fois. Étienne Dinet l'a écrit dans sa préface de la biographie du prophète en 1918 et donc qu'on continue à pérorer sur des choses d'un point de vue factuel qui sont fausses, et bien ça entretient cette idée générale de polémique, d'instabilité de non apaisement et donc appelons-nous tous à un peu plus de froideur d'esprit de distanciation et de hauteur de vue. Même quand on parle comme ça, on est en train de noyer le poisson. Oui, il faut en découdre. On ne peut pas garder une religion invasive, étrangère, allogène, inassimilable, inintégré dans le corps social français. Voilà ce qui se dit à longueur de journée. Et on peut avoir des jeunes citoyens fragiles d'esprit proie facile à des doctrinaires, sermonnaires, idéologues, qui s'engouffrent dans la brèche pour leur faire miroiter un voyage au bout de l'inhumain. Voilà, l'enjeu est de cet ordre, c'est pour ça que nos amis informateurs, journalistes, doivent faire preuve de pédagogie et informer.

Pascal Roos: Merci beaucoup, monsieur Bencheikh, et là aussi, je m'appuie sur vos propos pour m'adresser à M. Besmond, avec une double entrée dans ma question. La première, c'est de votre point de vue de journaliste, que pensez-vous de cette approche polémique telle qu'elle est perçue ? Est-ce que ça vous paraît correspondre aux pratiques journalistiques aujourd'hui ? Et deux, peut-

être sur la question de la formation, puisque ça a été évoqué aussi par M. Bencheikh. Pensez-vous que cette dimension-là de la connaissance des religions et du fait religieux, est-ce que c'est suffisamment maîtrisé, enseigné peut-être dans les écoles de journalisme ? Parce qu'on a compris que c'était aussi un élément déterminant dans la qualité de traitement à la fois de la religion et de la laïcité.

Loup Besmond : En tout cas moi là-dessus je note un paradoxe, c'est-à-dire qu'on voit que le fait religieux est quand même de plus en plus présent dans l'espace d'information. Moi j'ai été pendant trois ans président de l'association internationale des vaticanistes, c'est une autre espèce, il y a kremlinologue et vaticaniste des vaticanistes donc avec une bonne vision internationale et on voyait qu'en France il y a quand même de plus en plus de journalistes qui s'intéressent à la religion et encore une fois, j'entendais ce matin sur France Info, il y avait deux ou trois nouvelles liées aux faits religieux qui suivaient les unes après les autres. Donc ça, c'est un premier élément.

Le deuxième élément, c'est que je trouve que dans l'espace informationnel, on tolère une très grande imprécision en ce qui concerne la couverture du fait religieux. C'est-à-dire qu'au fond, un certain nombre de confrères, pas par malice d'ailleurs, mais par manque de compétence, de culture, de temps, et aussi parce qu'on les fait passer d'un truc à un autre. Pendant l'enterrement du pape, j'ai croisé deux jeunes consoeurs de LCI qui étaient une semaine avant à couvrir des inondations dans le sud de la France, et pouf, là, ils étaient au Vatican.

Donc, je veux dire, la machine marche aussi comme ça, et favorise ça, mais donc on tolère finalement de très grandes imprécisions sur les antennes, dans les journaux, finalement un temple, une synagogue, une mosquée, tout ça c'est un peu pareil, on peut bien célébrer une messe dans une synagogue et un culte dans une mosquée, et je veux dire tout ça peut faire partie d'une sorte de truc assez vague, et c'est par exemple une imprécision qu'on ne tolérerait absolument pas dans le champ de l'information politique. Alors on confond bien un projet de loi et une proposition de loi, et c'est bien dommage, mais on ne confond jamais un député, un sénateur, l'Assemblée nationale, le Sénat, en général. C'est des fautes qui sont beaucoup plus graves. Donc il y a là un paradoxe qui est vraiment étonnant, avec une vraie carence dans les écoles de journalisme, mais qui est une carence générale, qui est liée à un manque de culture religieuse dans notre société. Il y a des choses qui recommencent à se mettre en place, notamment à l'ESJ, qui est l'école de Lille,

et puis dans quelques écoles à Paris. Je pense au moins au CELSA, il doit y avoir des choses.

Je n'ai pas tous les cursus en tête, mais effectivement, le fait religieux et le traitement du fait religieux est quelque chose qui est complètement absent ou vraiment assez absent dans les écoles de journalisme. Et donc c'est un problème dont on commence à prendre conscience, mais il y a encore de la marge.

Pascal Roos : Merci beaucoup, M. Besmond. Peut-être pour poursuivre les échanges, je m'adresse à vous, M. Korchia, et pour faire un parallèle avec l'intervention de Mme Lancien en propos introductif, qui a parlé de catho-laïcité. C'est vrai que cette question ne vous paraît pas trop provocatrice, mais que pensez-vous du traitement par les médias ? Vous avez dit que c'est important aussi que les médias traitent correctement la laïcité et les religions. Que pensez-vous du traitement par les médias du judaïsme ? Est-ce que ça vous paraît être un traitement rigoureux ? qui permet de restituer toute la connaissance de ce qu'est cette religion et avec les conséquences que ça peut avoir évidemment sur la laïcité.

Eli Korchia: Oui, bien sûr. Alors, déjà, je voulais m'excuser de ne pas avoir pu écouter toute l'intervention de Madame Lancien parce qu'on parle de médias. Je suis dans une actualité un petit peu compliquée avec l'agression du rabbin Lemmel qui a eu lieu tout à l'heure en début d'après-midi à Neuilly-sur-Seine alors qu'il était attablé à un café et qui s'est retrouvé violemment agressé par quelqu'un. Donc je suis en train de répondre au ministère de l'Intérieur, à la préfecture, aux journalistes et en train de caser quelques réactions et c'est assez compliqué. En plus que c'est le même rabbin qui s'est fait agresser à Deauville il y a exactement une semaine et que j'étais avec lui en début de semaine. Donc on dit que parfois la foudre ne frappe pas deux fois au même endroit. Enfin le même homme qui se retrouve frappé dans deux villes différentes, Deauville et Neuilly, qui ne sont pas des îlots d'insécurité absolue en règle générale, ça veut vraiment dire, et je vais faire le lien avec votre question finalement, ça veut vraiment dire qu'on est dans une période où la stigmatisation des juifs, où le fait qu'on mette des cibles dans le dos des juifs fait qu'aujourd'hui on peut se retrouver parce qu'on a une kippa sur la tête ou un chapeau, on peut se retrouver frappé, on n'est même plus sur des insultes qui déjà en soi, ce ne serait pas normal, mais on se retrouve dans des cas, semaine après semaine, assez compliqués à gérer. Alors d'ailleurs, même que s'ouvre le procès, s'est ouvert le procès cette semaine de cette jeune fille de 12 ans, je crois qu'à 12 ans on peut même dire, cet enfant de 12 ans, cet enfant de 12 ans qui a été violée,

comme vous le savez, avec une aggravation, un caractère aggravé d'antisémitisme.

Alors, pour répondre à votre question au niveau du judaïsme, on a un petit souci aujourd'hui au niveau des juifs de France, c'est qu'on nous ramène et qu'on intervient finalement à 99% – et je pèse mes mots – sur des questions qui sont liées à l'antisémitisme aux agressions, à l'antisionisme, avec une haine féroce d'Israël, alors une guerre douloureuse, difficile, mais effectivement, les Français qui sont à 4000 km de ce qui se passe au Proche-Orient, à cette guerre qui est menée par Israël depuis près de 20 mois contre le mouvement terroriste Hamas, à la suite d'un pogrom qui est le pire pogrom antisémite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et on est dans une situation où toutes nos interventions, quasiment tous les passages télé que vous pouvez voir ou entendre, touchent soit à l'antisémitisme, soit à la guerre en Israël, soit à la Shoah, soit aux suites des attentats de 2012, de 2015 ou d'autres. Et effectivement, on a l'impression d'être dans un continuum au cours de ces dernières années et encore plus depuis ces deux dernières années, où on a l'impression de ne parler finalement des juifs qu'à travers ce prisme là ce qui est assez déprimant mais je le vois moi-même semaine après semaine effectivement on est confronté à cette problématique et on aimerait bien parler du judaïsme parler des projets de la communauté juive, des actions il y a de très belles actions, de très beaux projets un petit peu partout en France on aimerait bien parler de cela Mais finalement, et les journalistes je les comprends, ils vont vers la facilité, je ne le dis pas pour ceux qui sont ici autour de la table, qui rentrent parfois beaucoup plus dans les questions, et quand on traite des questions du judaïsme, on sait bien les journaux qui ont vraiment des journalistes qui connaissent bien le sujet, comme vous l'avez très bien dit tout à l'heure, et d'autres qui maîtrisent le sujet vraiment de très loin. J'ai l'impression que c'est un peu comme quand on est commentateur sportif. On connaît la matière, on ne la connaît pas, pour paraphraser autrement que la chose politique. Et effectivement, on a parfois un problème, c'est qu'au lieu de parler des véritables sujets un petit peu positifs qu'on pourrait avoir sur le judaïsme, au niveau médiatique, on est sans cesse confronté aux problématiques dont je viens de vous parler. Moi par exemple, j'ai fait une proposition, puisqu'on a la chance d'avoir notamment sur France Télévisions, sur France 2, des émissions thématiques le dimanche qui traitent des religions, pas de toutes les religions, mais qui traitent des religions de façon historique depuis plusieurs décennies. Moi j'ai proposé à Steve Suissa, qui réalise l'émission à l'origine le dimanche matin, qui fait un très bon travail dans cette case télévisuelle, je lui ai proposé par exemple cette année, c'est quelque chose de très récent dont je vous parle, qui est une initiative de cette année 2025. Je lui ai dit qu'il faudrait un petit peu positiver notre message pour justement ne pas rester que

sur des aspects défensifs. Et donc je lui ai proposé qu'il y ait à compter de cette année deux à trois émissions par an, une tous les semestres, peut-être même voir deux ou trois par an, et je salue l'arrivée de notre chef du bureau des cultes, l'excellente Parvine Lacombe. J'ai proposé que dans cette case télévisuelle de France 2, nous puissions faire des émissions thématiques sur le judaïsme, son histoire, son présent et son futur, à travers les territoires. à travers les régions françaises pour qu'on puisse avoir un message positif qui puisse être donné et ça par exemple c'est quelque chose qui se met en place dès cette année puisque le premier documentaire aura lieu au mois de juillet à Nice à la faveur de l'université d'été du judaïsme français que je vais organiser au mois de juillet, et la seconde émission aura lieu à la fin de l'année, à Metz, donc là on n'est plus du tout sur la côte, on est vraiment dans le territoire d'Alsace-Moselle. Là-bas il y aura la restauration superbe de la grande synagogue de Metz et nous allons faire une émission aux sources du judaïsme ashkénaze, ce judaïsme qui il y a deux siècles était le point d'ancrage principal des juifs en France, là où a d'ailleurs été créé initialement. En 1830 le séminaire israélite de France qui continue deux siècles après à former les rabbins français et qui au deuxième mi-temps du 19e siècle était venu s'installer à Paris mais qui initialement était à Metz. Voilà un petit peu des projets d'action à mon sens positifs qui montrent l'ancrage du judaïsme en France, à travers aussi, on le fera dans ces reportages, des personnalités, qu'elles soient politiques, littéraires, artistiques ou autres, qui ont pu venir de ces différentes régions françaises. Je pense que c'est aussi un des moyens qu'entre religion et médias, on puisse valoriser davantage et sous un angle positif, je le redis encore, l'histoire du judaïsme en France, alors même que nous avons la chance en France, contrairement à d'autres pays, y compris en Europe par exemple, si on compare à l'Allemagne ou à l'Angleterre, nous avons la chance en France d'avoir 260 communautés juives à travers le territoire national depuis Napoléon et la création de notre institution en 1808.

Pascal Roos : Merci beaucoup, M.Korchia. Votre intervention m'amène à prolonger un petit peu le propos et l'interrogation que j'adresse à Jean-Pierre Constantin, puisque cette nécessité de communication plus positive, effectivement, et de ne pas se laisser aussi guider par l'actualité brûlante et le traitement parfois peut-être avec des angles un petit peu biaisés et avec un esprit polémique. Qu'est-ce que vous, en tant que médiateur à France Média Monde, est-ce que c'est quelque chose que vous observez dans la réaction aussi des auditeurs qui peut-être se plaignent un petit peu auprès de vous ou expriment des attentes peut-être d'un traitement un petit peu plus en profondeur et plus positif ? Avec votre position de médiateur, qu'est-ce qu'elle vous amène à observer sur cette question-là ?

Jean-Pierre Constantin : Alors, effectivement, l'information positive, tout le monde en demande. Malheureusement, les trains qui arrivent à l'heure ne font pas parler d'eux. C'est l'actualité qui s'impose à nous. Notre rôle, une fois de plus, nous ne faisons pas l'actualité, nous ne faisons pas l'information, nous ne faisons que la rapporter. Et l'actualité s'impose à nous. Je n'ai pas entendu parler de cette agression aujourd'hui, mais il y a fort à parier que dans tous les médias, on va parler de l'agression d'un rabbin à Neuilly. Je ne sais pas qui l'a agressé. Mais est-ce que c'est un fait religieux ? Quand on dit parler de manière positive, comment voulez-vous qu'on parle de manière positive de ça ? Comment voulez-vous qu'on parle de manière positive quand un fidèle est assassiné dans une mosquée ? Comment voulez-vous qu'on parle de manière positive ? Nous ne choisissons pas la réalité, nous ne choisissons pas la vérité. Nous passons pour des boucs émissaires, ce n'est peut-être pas la fête du mouton mais c'est la fête du bouc émissaire aujourd'hui donc nous sommes là pour être accusés et nous acceptons de jouer ce rôle mais c'est quand même quelque chose qui nous échappe. J'aimerais dire quand même une chose qui m'est très personnelle, moi je viens d'un pays où les guerres de religion sont encore actuelles et d'actualité je viens du Liban. Au Liban, combien sont nombreux les gens qui pensent que la laïcité, ils le disent, est la solution à tous leurs problèmes, que la laïcité c'est un peu la société idéale ? Je me demande, quand je vois les débats autour de la laïcité en France, si on n'est pas en train de gâcher une occasion et de perdre un bien national qui est très important et que d'autres nous envient. J'espère que la France ne deviendra pas comme le Liban, mais j'ai beaucoup de craintes à ce sujet-là.

Pascal Roos : Merci beaucoup, M.Constantin. Je crois que M.K o r c h i a souhaite réagir.

Eli Korchia : Oui, oui, c'est...Si je veux me faire procureur, croyez-moi, je peux le faire d'une façon bien différente. Ma question était simplement de dire que bien sûr qu'il y a l'actualité du moment, bien sûr qu'il y a les sujets du moment, les agressions ou autres, mais peut-être qu'il faut aussi, à côté de cela... mais réfléchir à mettre en lumière, à mettre en exergue, en valeur d'autres actions, d'autres projets avec un petit peu plus de temps long. Et c'est ça ce que je voulais dire tout à l'heure, ou parfois quand il y a l'organisation d'un bel événement ou de choses positives. On n'a pas finalement la caisse de résonance ou le suivi des médias qui sont beaucoup plus prompts évidemment à réagir comme on l'a dit sur des agressions ou sur d'autres choses qui

malheureusement sont des thématiques beaucoup plus difficiles, douloureuses et compliquées.

Pascal Roos : Merci beaucoup, M. Korcha. Je m'adresse maintenant au Père Laurent Stalla-Bourdillon, peut-être pour réagir sur cette idée que vous appelez aussi de vos vœux, d'un temps aussi de médiatisation suffisant sur les religions elles-mêmes pour mieux les faire connaître et les faire exister. Est-ce qu'il vous paraît plus souhaitable de se concentrer sur la laïcité en termes de communication ? Ou est-ce que ça doit vraiment passer pour vous par les religions et peut-être en discours, une pédagogie plus positive et peut-être plus en profondeur et détachée peut-être de l'actualité qui, évidemment, doit être couverte, comme l'a rappelé M. Constantin, qui est absolument incontournable. Mais malgré tout, comment voyez-vous les choses en ce sens-là ? Puisque vous avez aussi appelé à ce traitement positif, quelles sont les voies qui vous paraissent intéressantes à creuser dans cette direction ?

Laurent Stala-Bourdillon : Oui, alors je le redis, la laïcité, pour qu'elle soit vivante, il faut qu'existent les religions dans leurs épaisseurs, dans leurs profondeurs, dans leurs significations. Il y a une question qui se pose à nous, je voudrais vous partager une réflexion qui nous préoccupe d'une certaine façon. C'est la transformation à laquelle on est en train d'assister sous l'effet des nouvelles technologies, des réseaux sociaux qu'on appelle les nouveaux médias. Il y a eu les médias traditionnels, qu'on a appelés les mass media, qui avaient une puissance de diffusion et qui touchaient un public. Ce que nous sommes en train de constater, c'est la consommation à très haute dose par des jeunes des technologies de l'information, c'est-à-dire des contenus sur les réseaux sociaux, TikTok entre autres et d'autres, qui sont en train, et qui sont des contenus, donc qu'est-ce que c'est que TikTok, qu'est-ce que sont les réseaux sociaux, c'est l'expression religieuse dérégulée. Dérégulée, voulant dire en dehors de toute autorité religieuse. Celui qui veut devenir un prédicateur sur TikTok devient prédicateur et énonce ses propres normes et donc l'appui des technologies l'autorise et en fait une autorité. Je m'autorise sur les réseaux et je deviens une autorité. Et cette autorité entre en concurrence avec les autorités traditionnelles, avec les institutions traditionnelles. Donc finalement, moi j'essaye de dire un petit peu aux évêques, préparez-vous, est-ce que vous ayez des jeunes qui arrivent, qui ont consommé des contenus religieux et qui vous demandent des choses qu'ils ont vues parce qu'ils disent « moi je voudrais ça ». Ils arrivent à l'église et ils disent « moi je voudrais une célébration comme ça ». Alors, à mon avis, ça vaut pour tous les cultes. C'est-à-dire que les institutions traditionnelles qui avaient une autorité parce qu'elles étaient les gardiennes d'une certaine vérité, je pourrais dire qu'il y a

toujours un rapport entre la vérité et l'autorité. Il n'y a d'autorité que celui qui est gardien d'une vérité et qui la propose, commence à être challengée par une autorité qui arrive, que j'appelle l'autorité des technologies, ou le magistère des technologies. Mais si ça va toucher, et c'est mon point et je m'arrête, si ça va toucher les religions en tant que telles, ça va aussi toucher la laïcité française. Parce que quand vous regardez des vidéos H24 dans votre vie religieuse, et que vous avez tout le temps du religieux, et vous en avez autant que vous voulez et plus c'est addictif et plus vous en aurez, ça va être compliqué de faire comprendre pourquoi vous n'avez pas le droit de le faire en entreprise. Ça va être compliqué de dire, là, il y a une limite. Et on sait très bien que les 18-24 ans ne comprennent pas pourquoi, alors qu'ils l'ont tout le temps sur leurs réseaux sociaux, ils n'ont pas le droit de l'avoir dans l'espace public. Et là, il y a une vraie question qui va se poser, qui va être... En fait, ça va peut-être nous aider à faire ce que j'appelais de mes vœux, c'est-à-dire nous aider à comprendre de quoi ça retourne au fond. C'est-à-dire de quoi les religions sont-elles les gardiennes au bénéfice de tous ?

Shérif Toubal : Du coup, il me revient aussi, à écouter tout ce qui se dit là, ce que vous avez dit tout à l'heure sur l'ex-culturation, un concept que je n'avais pas entendu jusque-là, c'est-ce qu'il n'y aurait pas aussi une autre culture, une culture alternative aussi, qui est en train de naître à travers ces nouveaux médias ?

Virginie Larousse : Oui, ex-culturation, je pense que c'est surtout le fait que la plupart de nos concitoyens ne connaissent plus vraiment le contenu des religions traditionnelles en tant que telles. Ce que je disais tout à l'heure, c'est un peu le voyage au pays des Papous quand on parle d'une fête, d'un rite, etc. Et les nouveaux médias, en ce sens-là, moi, je n'aurais pas une vision peut-être aussi négative que mes collègues, parce que moi-même, je suis maman d'adolescents, et effectivement, ils regardent des vidéos sur TikTok, etc., beaucoup trop à mon goût, mais bon... C'est un autre problème. Mais je trouve que, par ailleurs, ça leur donne une ouverture aux questions religieuses que les personnes de ma génération n'ont pas. Et c'est vrai que, par rapport à ce que disait M. Korchia tout à l'heure, je trouve que les gens autour de, on va dire, entre 40 et 60 ans sont beaucoup plus fermés sur les questions religieuses que les jeunes, qui ont l'habitude, finalement, de voir leurs camarades à l'école parler religion. Il y a aussi plus de diversité.

Et donc, je vous le disais tout à l'heure, je vis en banlieue et j'ai été surprise de voir dans un lycée classé Rep+, près de chez moi, des jeunes chrétiens revendiquer de faire le carême, là, cette année. Donc, je trouve qu'il y a une ouverture nouvelle. Moi, à mon époque, en fait on ne parlait pas vraiment des religions à l'école, c'était un non-sujet. C'était vraiment un non-sujet. Et à l'heure actuelle, en fait, les jeunes sont beaucoup plus ouverts pour parler librement de leurs croyances. Alors bien sûr que ça peut avoir des aspects négatifs et les rendre, on va dire, plus sensibles à des discours qu'on n'aurait pas envie d'entendre aujourd'hui diffusée de manière massive, mais ça crée quand même, je trouve, une forme d'ouverture d'esprit sur ces questions.

Shérif Toubal : Merci, effectivement, du côté un peu plus positif des choses. On va ouvrir à la salle.. Si vous avez des questions, des remarques, des désaccords ! Par contre, il faut venir au micro. On vous invite à utiliser les micros qui sont là et disponibles. Il faut juste les activer.

Une participante dans la salle : Oui, c'est bon. Alors juste, je me présente. Je fais partie de ce monde des médias. Catherine Dupéron, j'ai eu le plaisir de travailler avec Virginie Larousse, entre autres. J'ai surtout été en poste pendant 20 ans en Israël, à Jérusalem plus précisément, le berceau des trois religions monothéistes. Et donc, j'ai pas mal fréquenté les journalistes qui étaient supposés parler de religion aussi, mais qui, justement, refusaient d'en parler. Et justement, parce qu'en fait, moi, ce qui me frappe, c'est que les journalistes, c'est des gens comme les autres. Donc, comme on est, comme l'a très bien souligné Virginie, comme vous l'avez tous signalé, dans une société ex-culturée, acculturée, déculturée, dites ça comme vous voulez, et où effectivement, de ma génération, je suis un peu plus âgée que Virginie, mais on ne parlait pas de religion à l'école, c'était un non-sujet effectivement, les journalistes de ma génération ou un peu plus jeunes sont totalement ignares. Et ce n'est pas à l'école, à mon avis, aujourd'hui, telle que je la vois fonctionner à travers mon fils, que les choses vont s'arranger.

Deuxième chose qui me frappe, c'est effectivement, c'est souvent par la polémique, c'est souvent par les sujets problématiques, négatifs, que la religion est abordée. Mais c'est vrai sur tous les sujets. Je veux dire, il n'y a pas un sujet qui soit globalement, alors si, je ne sais pas, j'allais dire les poules au fin fond de la Dordogne, mais encore, je ne suis pas sûre, Malheureusement, ce n'est pas seulement les trains qui n'arrivent pas à l'heure, c'est un prisme négatif presque par principe. Et Monsieur Constantin, je ne suis pas d'accord avec vous, ce n'est pas l'actu seulement

qui décide pour nous. Effectivement, une agression parfois très très grave, on va prendre le cas extrême de Samuel Paty, mais on pourrait en prendre d'autres.

On ne peut pas faire l'impasse, ça me paraît évident, ne serait-ce que pour justement peut-être tenter de faire œuvre de pédagogie, qui est un autre mot qui m'a semblé important. On décide, on choisit. Moi, je peux vous dire qu'en tant que journaliste pendant 20 ans à Jérusalem, le nombre de fois où j'ai proposé des sujets aux rédactions qui étaient positifs, qui montraient autre chose que le conflit, qui montraient autre chose que la guerre, zéro pointé. Zéro pointé. L'AFP n'en parle pas, donc on n'en parle pas. Point barre. Et j'imagine volontiers que c'est la même chose au Liban. On a une responsabilité, nous les médias, de ce point de vue-là. On a une responsabilité. On a mis, si je reprends effectivement un sujet qui est très, très, très dans l'actualité, on a mis de l'huile sur le feu de ce conflit, qui n'en manquait pas tout seul. Mais au lieu d'essayer de tenter de trouver des exemples concrets, parce que je peux vous en donner des dizaines d'illustrations concrètes. Je vais juste terminer sur une opposition qui a été faite entre information et pédagogie. Moi, je suis désolée, je ne vois pas la différence. Informer, c'est faire preuve de...C'est tenter de donner des informations, effectivement, pour que les gens comprennent dans quel monde ils vivent. Or, la pédagogie, c'est quoi ? C'est ça ?

Moi, j'oppose toujours le journalisme idéologique au journalisme pédagogique. Il y a des gens qui peuvent défendre une idéologie à travers ce qu'ils écrivent dans des journaux ou à la télé, etc. Et il y a d'autres qui tentent d'expliquer le monde. Voilà, c'est tout.

Jean-pierre Constantin : Merci de votre écoute. Juste un mot sur ce dernier mot là-dessus, Moi, je suis entièrement d'accord avec vous. Il n'y a pas de meilleure pédagogie qu'une bonne information, qu'une vraie information. D'ailleurs, les publics, en général, je dis les publics parce que nous avons des publics très divers dans des pays différents. Le public, en général, n'aime pas qu'on lui donne des leçons, qu'on le prenne, de nous positionner en professeur. Il déteste ça. Il considère qu'il est adulte et il l'est. Et nous n'avons absolument aucune supériorité pour le former. La seule chose, le contrat avec le public que nous avons, nous, journalistes, c'est de l'informer, c'est de lui donner la bonne information entière et totale et le laisser se faire une opinion c'est le respect du public donc sur ce point je suis entièrement d'accord avec vous merci.

Shérif Toubal : Je voulais peut-être aussi interpellier le représentant du culte protestant éventuellement si vous voulez rajouter quelque chose.

M. Zimmermann : Bonjour à tous. Alors j'ai été invité effectivement à prendre la parole. Je suis le collègue de Steve Suissa, donc enchanté, vous le saluerez de ma part. On a un petit groupe WhatsApp. Vous voyez que les échanges entre religions fonctionnent à plein pot. Il n'y a pas une journée qui ne se passe sans qu'on échange là-dessus. Je voulais parler aussi un petit peu, alors j'ai pris quelques notes. Mais moi, je ne suis pas gêné par la catho-laïcité parce qu'on est dans cette histoire-là. Je vais vous donner quelques dates. Mais je voulais quand même remercier M. le député de nous accueillir aussi ici. Moi, je suis très heureux d'être à la fois protestant et d'être français. Et c'est un magnifique symbole que d'être ici aujourd'hui, dans cette belle maison qui nous appartient à tous et qui n'est pas un temple. Et c'est parfait !

Donc parlons, échangeons, ne soyons pas d'accord et ce sera bien comme ça. Alors je vais vous donner quelques dates. Il y a donc 7 émissions le dimanche matin sur Présence protestante, vous l'avez dit Madame Lançon. En 1997 est apparue « Sagesse bouddhisme », en 1983 l'émission « Islam », en 62 l'émission qui s'appelle aujourd'hui « A l'origine », les émissions juives, en 1965 « Orthodoxie », en 1965 également « Chrétiens orientaux ». En 1955, présence protestante. Et en 1949, le jour du Seigneur. Bon, c'est mon grand frère. Ils sont plus âgés que nous. Ils prennent un peu plus de place. L'autre jour, le pape a donné la première messe. Nous n'avons pas diffusé présence protestante. On m'a demandé mon avis. Je ne vais pas dire non. Donc voilà. *Participant 8* : C'est normal. Mais on échange. J'aurai une demi-heure de plus de programme en septembre. Vous voyez, c'est comme ça que ça fonctionne. Il n'y a pas de dogme, en fait. C'est ça qui m'intéresse dans nos échanges. Adèle Gastel, mon collègue musulman, quand il est arrivé pour la première fois à la réunion de notre petite association des producteurs des émissions religieuses... il était tout étonné. Il a dit « Mais vous devriez avoir le prix Nobel. On devrait avoir le prix Nobel ». Il le dit toujours. C'est un petit peu notre boutade entre nous. Donc voilà. La laïcité, bien entendu, elle fonctionne très bien. Et je suis tout à fait d'accord avec ce que vous venez de dire, Madame, sur ce journalisme. Un journaliste qui apprend. Nous devons absolument, et c'est ce que je fais, c'est mon travail au quotidien, c'est que j'essaie de donner des décryptages, des décodages, etc... Quant aux Français, je pense qu'ils sont intéressés par la religion, et à plusieurs niveaux. Je suis rentré de campagne du week-end de l'Ascension, il y avait plein de monde sur les routes, je pense que tout le monde était content d'avoir un jour férié. Voilà, donc ça c'est le problème que j'ai moi un petit peu à présence protestante le dimanche matin, c'est qu'on est dans une cage dorée en fait. On est dans un magnifique endroit sur France 2, sur le service

public, c'est génial. Nos programmes sont financés, pas trop, c'est une mission de service public, faut pas exagérer quand même. Et puis la cage se rétrécit quand même. Donc le canarie que je suis a de moins en moins d'espace pour voler et ça c'est un petit peu un problème. On nous demande de faire un peu plus de rediffusion, des programmes un peu moins exotiques, etc...et on doit se débattre. Toutes les religions sont confrontées au même problème évidemment. Le catholicisme a un peu plus d'histoire donc un peu plus d'argent pourvu que ça dure. Mais voilà, on est un petit peu dans cette cage dorée et ça c'est un petit peu gênant. Voilà, Présence protestante à 70 ans, je ne vais pas être très long. Il y a aussi la question des publics qui est intéressante à creuser. Je vous invite à regarder un super documentaire de Arte. Ce n'est pas toujours qu'il y a des bons documentaires sur les religions sur Arte, mais il y en a un qui s'appelle « Godlywood », qui explique un phénomène très très important que nous devons comprendre et qui s'adresse aussi à ce qui se passe sur les réseaux sociaux. Et c'est la question du marché, en fait. C'est ce que vous disiez, Monsieur, je relis votre nom, c'était là, M. Constantin. C'est en fait que maintenant, le média est mondial. Donc, mondialement, on peut s'adresser à des communautés. Il y a une chaîne YouTube et sur Slash sur le surf ou les sports de glisse : Parce que la communauté des sports de glisse est maintenant mondiale. Eh bien, il y a un marché du média musulman, il y a un marché du média protestant, il y a un marché du média catholique au niveau mondial. Et ça, ça se retrouve sur les réseaux sociaux. Et je pense que mon devoir, effectivement, en tant que représentant d'une émission sur le service public, c'est d'apporter, oserais-je ce mot, cette orthodoxie. C'est-à-dire, ben voilà ce que les protestants de France pensent et croient. Alors vous savez que les protestants ne sont pas tous réunis. Je travaille à la Fédération protestante de France. Il y a autant d'opinions que de pasteurs, quasiment. J'ai beaucoup de chefs. Et l'idée c'est d'exprimer cette diversité-là, mais dans cette diversité de dégager la voix commune. Or quand on est dans les réseaux sociaux, vous le savez, on est plutôt en silos, et on est maintenant dans des silos qui sont mondialisés, et ça c'est un vrai danger. J'ai même envie d'inventer un terme avec vous aujourd'hui qui serait le média-église. On est de plus en plus dans des églises, et je suis bien placé en tant que protestant pour le dire, qui sont elles-mêmes leurs propres médias, et qui donc énoncent et annoncent elles-mêmes leurs propres vérités. Voilà mon dernier mot. Merci.

Shérif Toubal : Une autre intervention, effectivement, avec plaisir. Oui, des questions aussi ?

Paule Nathan : Oui, bonjour. Paule Nathan, médecin. On parle des médias, on parle du monde, on

parle des religions. On ne parle pas de l'humain, on ne parle pas de l'enfant. Et actuellement, vous savez qu'on est dans des pays où les personnes vont mal, les enfants vont mal. Et je pense que finalement, tout s'oppose. On oppose les uns les autres. Je me souviens de l'audition de Mgr Petit qui nous disait que finalement, dans les banlieues, vous savez de quoi ils veulent parler ? De Dieu ? Il y a peut-être une information à donner, nous avons peut-être tous une responsabilité, puisque nous sommes ici au niveau du ministère de l'Intérieur, et quand même on a un problème de société qui peut bouger et qui est vraiment très inflammable, et de quelque chose de ce que vous donnez à manger, un peu de spiritualité et un peu de cohésion, et vous savez c'est aussi le vivre ensemble qui est là. Bon désolé, vous allez me dire que c'est des portes ouvertes, Mais on voit qu'il y a quelque chose qui manque. Soit on reste en périphérie avec les TikTok dont vous savez qu'actuellement, sur tout ce qui est stéréotypes, il y a une manipulation sur le stéréotisme, on est en train de casser l'égalité femmes-hommes. Et soit on reste sur ces TikTok et autres, soit on donne une nourriture, une autre nourriture à manger au niveau de nos jeunes et au niveau de nos populations pour qu'il y ait une cohésion. Et effectivement, on a un pluralisme dans cette société, comme on vient de tout. Moi, je suis marseillaise, un peu italienne, un peu machin, un peu truc comme tout le monde. Et à ce moment-là, on essaye de faire une cohésion. Et je pense que les médias ont quelque chose à traiter. Alors, je sais très bien qu'il y a une liberté dans les médias. Mais il y a quand même se mettre autour d'une table, de savoir ce que l'on veut au point de vue de cette société de la France. Et ce n'est pas une idée d'extrême droite. Mais il y a quelque chose qui manque, c'est un peu d'humanisme, de spiritualité, de vivre ensemble.

Shérif Toubal : Merci. Merci bien. Peut-être, je ne sais pas si parmi nos différents interlocuteurs, si quelqu'un veut réagir ?

Père Laurent Stala-bourdillon : Oui, par rapport à la cage dorée, ce concept-là. Un exemple très très concret. Il y a deux semaines, on a eu un témoignage d'un couple sur une de nos émissions, catholiques-protestants. Ce couple est éducateur dans la vie professionnelle. Et donc, il témoignait sur une émission chrétienne. Ils étaient très anxieux que leur image, leur voix, leur personne soit identifiée sur un programme chrétien. Alors qu'ils ont pris la parole sur leur temps de repos, un week-end, en tant que personnes et certainement pas ayant une influence dans leur métier d'éducateur. Mais, je ne vais pas employer des grossièretés, mais en tout cas, ils étaient très inquiets d'avoir accepté, parce que leur cœur a débordé, ils ont voulu parler de leur métier dans un espace chrétien. Et ça, c'est vraiment un problème de cette cage dorée.

Shérif Toubal ; Merci. Il y a une question, je crois. C'est une question ?

Sonia Vuklis : Bonjour, c'est plutôt une question. Je m'appelle Sonia Vuklis. Vous avez parlé de tout ce qui était la laïcité à la française. Il me semble que dans la laïcité à la française, peut-être que je me trompe, mais il y a une notion de favoriser l'individu au détriment, peut-être pas au détriment, mais par rapport à une communauté. Quand on parle de communauté ou de religion, on est quand même dans une communauté. Qu'est-ce que vous en pensez ? Est-ce que vous pensez qu'il n'y a pas parfois, parce que vous avez parlé du nombre de Français qui étaient religieux ou qui n'étaient pas, qui se disaient religieux ou pas, on va dire qu'il y a un certain nombre de Français qui ne le sont pas, d'autres qui le sont et qui n'ont pas les mêmes religions. Et qu'est-ce que vous pensez de cette notion, justement, de complexité qu'on peut avoir entre favoriser dans la laïcité l'individu et ses croyances et une communauté au sens large.

Shérif Toubal : qui veut prendre la question ?

Ghaleb Bencheik : Encore une fois il n'est pas dit nécessairement que ce soit moi qui doive répondre à madame mais bon, entendons-nous bien, je ne reconnais qu'une seule communauté nationale d'un destin commun c'est ainsi tout, pour les citoyens, rien pour les communautés si elles sont dans une logique de fragmenter l'unité nationale, bien entendu. J'ai toujours pensé que la laïcité, qui est un principe et pas une valeur, voilà encore une confusion qu'il faudrait savoir lever, est une conquête de l'esprit humain et c'est un acquis de la modernité politique et intellectuelle. L'ennui pour nous aujourd'hui dans nos débats, c'est le lien avec l'information. J'ai dit tout à l'heure que je ne dirais pas les médias, mais je dirais des médias. Comment on traite du religieux dans un état démocratique et laïque ? C'est cette corrélation qui est problématique. D'abord, conformément à un adage qui dit qu'un bon journaliste est celui qui donne à penser, alors qu'un mauvais journaliste est celui qui livre sa pensée, il se trouve que sur le religieux, parfois, il faut être extrêmement prudent, les pensées sont toutes faites. Je pense qu'on le dit souvent pour l'État, mais pas peut-être pour les journalistes, on dit qu'on ne dîne pas avec l'État, c'est la parole de Georges Burdeau. L'État est un monstre froid. Mais il se trouve que l'État est formé d'hommes et de femmes avec un affect, avec une psychologie, etc... Il en est de même aussi pour ceux qui nous informent. Ils ont toute une psyché, toute une vision du monde et aggravé par ce que j'ai dit tout à l'heure, le manque de connaissances et d'informations. Si je devais encore finir par

parler de la question islamique épineuse dans notre pays, et a fortiori raison de plus pour l'aplanir, je donnerais deux exemples. Le premier, qui relève peut-être d'une paresse de la part des rédacteurs en chef, surtout pour les plateaux télévisés, C'est que nous avons eu droit, nous tous comme citoyens français ou francophones, parce que c'est destiné aussi à ceux qui comprennent ce qui se dit sur ces plateaux. Nous avons eu droit depuis des lustres, tour à tour, pas qu'une seule fois, des débats asymétriques, biaisés sur des plateaux télévisés où l'on a d'un côté la grosse artillerie, encore qu'on peut émettre quelques réserves sur la dite artillerie, et une fois un rugbyman, une autre fois un basketteur, une troisième fois un judoka, un rappeur et une lofteuse. Pour venir de quoi parler ? Pensez-vous de théologie fine, il ne s'agit pas d'inviter l'école pratique des hautes études par écran interposé, mais pour tenir des débats sur des questions fondamentales et des problématiques de notre société. Et là, ça finit par créer beaucoup de brouillard et puis de confusion mentale. Voilà un exemple. Le second exemple.

Nous sommes lassés, fatigués, harassés de nous voir toujours comparer à nos voisins allemands. Mais tant pis, je prends cet exemple peut-être pour une dernière fois. Nos voisins d'outre-Rhin ont connu en l'espace de deux ans, deux ans et demi, deux campagnes électorales. La première a vu accéder à la chancellerie Olaf Scholz. Durant la campagne électorale, le mot « islam » n'a pas été cité, ne serait-ce qu'une fois. Et pourtant, la société allemande a absorbé un million de réfugiés syriens dont on peut penser qu'ils seraient tous quasiment ou majoritairement musulmans. Certains se seraient même mal comportés à la Saint-Sylvestre 2015 à en croire ce que raconte Kamel Daoud. La seconde campagne électorale qui a eu là aussi accédé à la chancellerie Frédéric Merz, on n'a pas parlé d'islam, on a parlé effectivement d'immigration. Or dans notre pays, l'immigration et l'islam ne sont pas tautologiques. Ça se recoupe sur certains pans, mais ils ne sont pas tautologiques. Et c'est présenté comme tel, c'est vrai que le temps passe et donc pour Xavier j'arrêterai là, il y a encore un autre problème, c'est qu'on a ethnicisé par la confession. Le musulman maintenant dans le discours ambiant, c'est le maghrébin, au mieux le subsaharien. Et à supposer par extraordinaire qu'il faille aller dans cette logique-là, d'un point de vue du génotype ou du morphotype, ce qui devrait être le musulman, ce serait l'indonésien ou le pakistanais. Et donc ces confusions-là aggravent la situation au niveau de l'information de ce qui paraît être une communauté et pas le fait de parler de citoyenneté ou une communauté nationale.

Shérif Toubal : Merci. Merci beaucoup. Donc, Elie Korcha qui nous quitte. Encore Merci pour votre présence. J'invite Mme Parvine, responsable du bureau des cultes, à venir nous rejoindre.

Mme Parvine Lacombe : Je vais commencer déjà par remercier l'IHEMR, remercier le député Karl-Olive de nous accueillir ici cet après-midi pour ce colloque très important. Le professeur et la chercheuse qui sont aussi intervenus et puis les auditeurs de l'IHEMR qui ont travaillé sur cette thématique, sur suggestion du Conseil d'orientation, dont fait partie le ministère de l'Intérieur avec le ministère des Affaires étrangères. Et le ministère de l'Intérieur soutient fortement l'action et l'objectif de l'IHEMR. Et le colloque de cet après-midi participe de cet objectif, et d'ailleurs c'était le cœur des échanges, c'est-à-dire comment améliorer la compréhension du fait religieux, de la laïcité, pour mieux décider, puisque l'IHEMR est à destination des décideurs publics ou privés. Donc, ce sujet est essentiel. Moi, je suis chef du bureau central des cultes et sous-directrice adjointe des cultes et de la laïcité au ministère de l'Intérieur. Il est essentiel, il est d'actualité, il est d'autant plus d'actualité quand on avait choisi le thème. C'était il y a plusieurs mois et l'actualité récente nous montre qu'en fait, il est particulièrement sensible et d'actualité. Simplement pour dire les missions de la sous-direction des cultes et de la laïcité, on a le bureau central des cultes qui a pour mission d'entretenir le dialogue et les relations avec les responsables des cultes au niveau national, d'avoir une expertise, une connaissance du fait religieux. De travailler aussi avec les services du ministère intérieur sur la sécurité des lieux de culte et la prévention des actes antireligieux. Et puis aussi d'être compétent sur le droit des cultes. Donc ça, ce sont les missions du bureau central des cultes. Mais il y a aussi le bureau de la laïcité. L'adjointe à la cheffe de bureau est présente cet après-midi. Et on a aussi le bureau des cultes d'Alsace-Moselle, puisque vous savez, on a le régime concordataire en Alsace-Moselle. Donc juste pour vous présenter la sous-direction. Et peut-être quelques mots sur le sujet. L'idée, ce n'est pas du tout de faire une synthèse des débats, d'une part, parce que je ne me permettrai pas, n'ayant pas pu assister. Mais aussi quand même sur les échanges que j'ai entendus depuis mon arrivée et sur le message que je souhaite porter au niveau du bureau central des cultes et du bureau de la laïcité, c'est que un, et je crois, j'ai entendu le président du consistoire le dire, les religions ont besoin des médias. Et d'ailleurs, dans l'histoire, elles ont pu en tirer avantage, finalement. Ça a peut-être été dit par les chercheurs, mais si on pense à la réforme protestante, par exemple, qui a pu se développer grâce à l'invention de l'imprimerie. Si on pense plus récemment au protestantisme évangélique, qui aussi gagne en influence grâce aux communications, aux nouvelles technologies, elles en tirent avantage historiquement dans leur développement. Mais aussi, il y a des limites, vous en avez parlé, c'est les prédicateurs, on les appelle 2.0, les prédicateurs en ligne de toute religion, d'ailleurs. L'accès immédiat au culte pose la question de l'exercice public du culte et de la question de se

rendre dans un lieu de culte. Et donc, c'est vraiment des questions que vous avez abordées, qui sont importantes, et c'est en cela aussi que le ministère intérieur voulait que l'IHEMR travaille sur ces sujets. Et puis, d'un autre côté, vous l'avez dit, les médias ont un rôle fondamental. Moi, je vais appuyer le fait que les médias doivent traiter des sujets graves et parfois, donc, du coup, perçus comme négatifs, parce qu'il faut parler de ces sujets, notamment de l'antisémitisme, des actes antimusulmans, des actes anti... Ce sont des sujets graves et il faut en parler, il faut sensibiliser. C'est très important. Et effectivement, parfois, les sujets positifs ont du mal à frayer leur place et c'est aussi important. Et un message, je pense aussi, qui est passé cet après-midi, si je l'ai bien compris, c'est de travailler sur les aspects aussi positifs, et d'autant plus que, en fait, cette sensibilité du sujet, et vous l'avez dit, je crois, elle montre l'importance, et ça, c'est un objectif important pour le ministère intérieur, de comprendre ce qu'est véritablement, finalement, la laïcité, de profiter de cette année, des 120 ans de la loi de 1905, pour vraiment, par tous les canaux possibles, réexpliquer ce qu'est la laïcité, mais aussi ce qu'est le fait religieux, ce qu'est la religion. La laïcité, c'est vraiment un principe, vous avez raison, c'est un principe, une valeur qui permet une grande diversité religieuse en France, qui ferait une grande liberté d'exercice du culte, y compris dans l'espace public, ça dépend des situations, quand les choses sont bien organisées. Et en même temps, et c'est aussi le rôle du ministère de l'Intérieur, c'est de préserver aussi la liberté de tout le monde et l'ordre public et de préserver le respect des principes de la République et des lois de la République. Et donc cette liberté, elle s'arrête à ce moment-là. Et donc c'est cet équilibre qu'il faut trouver et c'est cet équilibre aussi vraiment : ce qu'est la laïcité, ce qu'elle n'est pas, ce qu'est le fait religieux, ce que sont les religions. Et là, c'est le rôle, bien sûr, de l'État, c'est le rôle des religions aussi d'expliquer, mais c'est aussi le rôle des médias. Et c'est un challenge énorme. En tout cas, le ministère de l'Intérieur s'y emploie. Je vais finir par là, sur cette année des 120 ans de la loi 1905. Il y a un programme énorme, important, de formation de l'ensemble des agents publics, quel que soit l'État, le gouvernement, les services publics hospitaliers, mais aussi territoriaux de formation à la laïcité. Donc c'est un programme très important de profiter de cette année des 120 ans pour que l'ensemble de la société civile aussi, pas que les services publics, pas que l'État, pas que les ministères, s'emparent de ce sujet et profitent de cette occasion pour vraiment améliorer cette compréhension de la laïcité. La laïcité, ce n'est pas ne pas parler de religion, et vous l'avez bien expliqué cet après-midi. Et donc, il y a une forte mobilisation. Il va y avoir un comité interministériel à la laïcité, qui va être organisé dans les mois à venir, pour mobiliser l'ensemble du gouvernement et des ministères là-dessus. Les préfets sont d'ores et déjà mobilisés. Beaucoup d'actions sont organisées par le Bureau de la laïcité. Tous les ans, le Bureau

de la laïcité organise un prix de la laïcité qui est remis le 9 décembre. Moi, j'en appelle à la mobilisation des cultes, des médias, des élus, cette année encore plus, pour vraiment rappeler ce qu'est la laïcité, ce qu'elle n'est pas, ce qu'elle protège, ce qu'elle permet. Et merci beaucoup pour cet après-midi, parce que ce colloque fait partie de la mobilisation dont je parlais. Merci beaucoup.

Shérif Toubal : Merci beaucoup et si je peux me permettre, étant aussi responsable d'un DU, un diplôme universitaire, on participe chaque année à une réunion annuelle sur les DU. La question de la formation est fondamentale puisque c'est ce qu'on fait au quotidien quasiment. Merci beaucoup. Alors, on va conclure. Je vois que Xavier Guezou a déjà le micro. Mais avant toute chose, je voulais vous remercier pour votre présence et votre participation. Juste une précision aussi, c'est que normalement, ça fait partie de notre travail. On doit produire aussi les actes. Donc, ce n'est pas tout à fait fini pour nous. Donc merci vraiment pour votre participation, votre présence et vous avez joué le jeu, si je peux dire et je vais appeler, pour la conclusion, le président de la commission nationale consultative des droits de l'homme- *M. Jean-Marie Burguburu*.

M. Jean-Marie Burguburu : Oui, bonjour, bonjour à tous. Je suis bien effectivement Jean-Marie Burguburu. J'ajoute que je suis effectivement président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme. Mais ce n'est pas pour ça que je suis là, même si le sujet m'intéresse en tant que président de commission. Je suis là parce que je suis ancien auditeur de l'IHEMR. J'ai fait la cinquième session il y a un certain temps. On n'avait pas la chance d'avoir la salle Colbert à l'époque. Il y a des progrès. C'est vrai. Et je suis membre du conseil d'administration de l'IHEMR maintenant, et le président du conseil, Patrick Butor, qui ne pouvait pas venir, m'a demandé de le remplacer. Je l'ai fait avec plaisir. Je voudrais dire quelques mots, c'était passionnant. Rappeler quelque chose qui n'a peut-être pas été dit. La loi de 1905 n'est pas une loi sur la laïcité en tant que telle. C'est une loi de séparation de l'Église et de l'État. Mais à l'époque, c'est-à-dire 30 ans après la création, si on parle de la Constitution ou des lois fondamentales de la République, l'État voulait, je le dis sans difficulté, je suis chrétien, catholique, l'État voulait se protéger de l'emprise de la religion. Et cette emprise était ce qui restait de la monarchie. La monarchie française, avant même qu'elle soit constitutionnelle, était d'essence religieuse. Le roi était roi de France par la grâce de Dieu. Le dernier roi à être sacré, c'était Charles X. Rossini en a fait un opéra, Le Voyage à Reims. Louis-Philippe Ier, roi des Français, n'a pas été sacré. Il y avait déjà un progrès. Donc cette séparation s'est faite dans la douleur. Il faut voir les images de l'époque où ce qu'on raconte,

pas les photographies encore, ou quelques-unes rares. Les gendarmes sortant les prêtres et les curés affectataires de leurs églises. Les gendarmes fermant les couvents. Les gendarmes expulsant les professeurs catholiques de l'enseignement catholique. Ça a été une petite guerre, moins cruelle que les guerres de l'origine que la France a bien connues, et si je parle de cette emprise, c'est que la difficulté résulte, c'est que la France actuelle ne veut pas d'emprise d'autres religions. Ça n'est pas contre l'islam, ça n'est pas contre les musulmans, c'est le fait que s'étant dégagé de l'emprise catholique, elle n'en veut pas une autre, qu'elle soit juive, protestante, bouddhiste ou musulmane.

Alors, bien sûr, il y a des restes de la religion catholique. Par exemple, pour les jours fériés, il y a en France 13 jours fériés, officiels, mais sur ces 13 jours, il y a 8 jours qui sont des fêtes catholiques. Attention, sur les 8 jours, j'en enlève 2, parce que ce sont des dimanches qui sont toujours fériés, le dimanche de Pâques et le dimanche de Pentecôte. Mais y comme il a lundi de Pâques et lundi de Pentecôte, ça fait deux jours de plus. Bon. Et les cinq autres jours, vous savez, c'est donc le 1er janvier, le 1er mai, le 8 mai, le 14 juillet et le 11 novembre. Et lorsqu'on dit qu'on va réduire les jours fériés en France, il y a une levée de boucliers. Les Français ne veulent surtout pas et pour autant, ils ne vont pas nécessairement, c'est le moins qu'on puisse dire, à la messe les jours fériés catholiques. Et si on demande à certains, si on va plus loin, quelle est la différence entre l'ascension et l'assomption, certains sont quand même un peu gênés pour dire la différence. Donc, en fait, il y a encore des rémanences de cette emprise Mais, d'un autre côté, la loi pénale française ne reconnaît plus le blasphème. Elle ne reconnaît pas la profanation. J'ai appris avec tristesse récemment que quelque part en France, on avait brûlé un Coran. Je ne sais pas comment cela va être traité, mais c'est un délit de brûler un bien, mais ce n'est pas un crime religieux. Si quelqu'un va profaner des hosties consacrées, ce n'est pas une profanation au sens religieux du terme. Il y a donc un dégagement de la société française, malgré les jours fériés religieux. Et l'absence de jour férié pour les autres religions que la religion catholique, un détachement de la religion. Et ce détachement existe même chez les pratiquants, puisque le Père Stalla-Bourdillon l'a reconnu. Il y a de moins en moins de monde dans les églises, de moins en moins de Français qui se font baptiser ou qui pratiquent un mariage religieux. Et je ne sais pas exactement comment c'est dans les autres religions, chez les protestants, chez nos amis juifs et chez les musulmans. Le problème, et je reviens maintenant à la loi de séparation, c'est la distinction, effectivement, entre la pratique interne en famille, dans le cercle privé, ou à l'intérieur des lieux du culte, de la religion, sans aucune restriction, et celle dans l'espace public. Mais vous savez, des intégristes, il y en a partout. Il y en a même aussi chez les catholiques et donc des manifestations publiques extérieures volontaires pour afficher une espèce de prosélytisme qui n'est plus de mise maintenant le

prosélytisme c'était la conquête éventuellement par le sabre par le feu à une religion maintenant ça se fait par la persuasion et par la connaissance de la religion et donc par l'instruction cette instruction n'étant plus donnée généralement en famille ni dans les écoles Le rôle de la presse, et je retombe sur mes pieds sur le rôle des médias, on en a parlé bien sûr toute l'après-midi, c'était le sujet, le rôle des médias est essentiel. Et donc, le journal où on parle le plus de religion, ce n'est pas nécessairement le journal qui s'appelle La Croix. On en parle dans d'autres journaux et avec des informations. Et puis il y a des événements qui sont médiatiques, j'allais dire, soyons réalistes, détachés de l'aspect purement religieux, malgré l'origine religieuse, la mort du pape et l'élection d'un nouveau Pape. C'est un événement. La presse ne peut pas ne pas en parler. Alors, vous voyez qu'ici, on se heurte à un problème que nous devons résoudre, nous les citoyens français, l'existence du fait religieux et la pratique de la religion. Et même ceux qui ne pratiquent aucune religion devraient connaître le fait religieux, c'est-à-dire connaître son existence, le respecter et comprendre ce que c'est. Les Français ne connaissent pas assez les religions. Pas seulement l'islam, le bouddhisme, la religion juive ou le protestantisme, mais même la religion catholique, l'ancienne religion majoritaire de l'État, parce que ça n'est plus enseigné. L'HEMR joue ici un rôle important. Pour des sessions qui sont encore modestes, j'aimerais qu'il y ait 50 membres par session. Mais nous, anciens auditeurs de l'HEMR, nous avons ensuite un rôle quand nous sortons de la session pour contribuer à enseigner, à participer à l'enseignement du fait religieux et de la laïcité en France. Eh bien, ce colloque a été un parfait exemple de ce qu'il faut faire, votre délégué général doit en être très content. Moi, j'en suis très content.

Xavier Guezou : Merci à tous. Merci, M. le Président. Merci, cher Jean-Marie. Écoutez, je vous remercie toutes et tous pour votre participation, votre présence. En premier lieu, bien sûr, M. le député, cher Karl. Et je te remercie pour ton ouverture à l'interreligion, à l'interconvictionnel, puisque c'est grâce à toi qu'on a pu se retrouver ici. Donc merci. Je continue, puisque Karl faisait partie du groupe d'auditeurs qui organise. Donc je voudrais remercier Shérif Toubal, Pascal Roos, Donatien Le Vaillant. Franck Martin, qui est absent aujourd'hui mais qui est représenté par monsieur, qui ont réalisé ce colloque pour vous, effectivement sur une commande à l'origine. Pas une commande, pardon, j'ai dit ce terme malheureux une fois et j'ai été repris justement, sur un échange avec le bureau central des cultes et le bureau de la laïcité. Donc je salue et je remercie profondément madame la chef du bureau central des cultes et également Alice Bernard, adjointe au bureau de la laïcité, chef adjointe, de votre présence, de votre soutien, de vos mots synthétiques et forts sur ce qu'on veut vivre dans ce pays autour de la laïcité.

Bien sûr, merci, M. Douyere, Mme Lancien, pour ces propos introductifs qui ont posé les choses. Chers intervenants également, mon cher Ghaleb, c'est un bonheur de te retrouver. Loup également, très heureux de t'avoir retrouvé cet après-midi. Père Stalla-Bourdillon également, très heureux de votre intervention. Merci d'être venu. Virginie, ça faisait longtemps, donc ça fait extrêmement plaisir également de te retrouver. M. Constantin, on ne se connaissait pas, mais c'est une grande joie. Je crois que ce qui nous anime tous ici, à l'IHMR et tous ici, c'est cette question de la vitalité de notre démocratie. On vit dans des temps où, effectivement, chacun a tendance à s'enfermer. On a besoin qu'une démocratie, ça respire et ça discute. Les principes de la laïcité sont idéaux pour cela, pour permettre une visée éthique. La visée éthique, c'est de pouvoir tous se parler, quelles que soient nos convictions, nos religions ou nos non-religions, bien sûr. Tout le monde a sa place dans le débat public, dans l'échange. Ça a été largement évoqué cet après-midi. Peut-être qu'il y a un point qui manquait. J'ai beaucoup apprécié ce que disait le président Korchia sur le besoin d'un rapport positif aux religions, le risque de cage dorée qu'a évoqué M. Zimmerman. Peut-être qu'il y aurait une piste à explorer pour faire vivre la laïcité, pas seulement en parler, mais la vivre de manière heureuse. C'est que dans le débat public sur tous les sujets qui nous préoccupent, l'éducation, les sujets de culture, de fin de vie, etc., ce ne soit pas un problème d'inviter quelqu'un qui soit par exemple rabbin ou prêtre ou imam ou théologien ou autre. À partir du moment où il dit des choses intéressantes et qu'il n'est pas dans le prosélytisme, qu'il est dans le sujet, il a toute sa place, il me semble. Je n'en entends pas beaucoup dans les médias publics. Voilà. Et c'est peut-être quelque chose à ouvrir ou à réfléchir. Merci à toutes et tous. Excellent week-end de Pentecôte. Et écoutez, vous pouvez nous retrouver en plus le 25 juin. On a un colloque au Collège des Bernardins, 19h-21h, sur la lutte contre les abus chez les cultes. « Lutte contre les abus, actions et politiques par les cultes ». Donc il y aura six représentants des cultes en France qui seront présents pour exposer ce qu'ils font et puis discuter avec vous, parce qu'il y a eu le mot « emprise » qui a été évoqué à un moment. Effectivement, c'est un sujet qui existe et les cultes en sont bien conscients et travaillent là-dessus. Voilà. Merci encore, chers amis, bravo, et félicitations Pascal, Shérif, Donatien.